

# Le Revenu de base : l'effet papillon d'une Métamorphose ?

Quand au bord de l'effondrement, une révolution fiscale nous oriente vers une nouvelle manière de travailler, consommer et vivre ensemble

*Au fond que voulons-nous comme fin de la destinée humaine ?  
Posséder de plus en plus et être possédés, augmenter notre puissance (matérielle)  
et multiplier nos « gadgets » ?  
ou viser à un accroissement de l'être, à l'hominisation véritable seule en mesure  
de nous arracher aux barbaries ancestrales  
et de rendre enfin possible notre réconciliation avec la nature.  
Bifurquer hardiment pour l'autre direction...*  
Théodore Monod, naturaliste et académicien (1902-2000)

## Préambule

Un revenu de base, appelé aussi revenu d'existence ou de citoyen, est une réaction proposition de la société civile indignée par la montée des inégalités et des injustices, un chemin qui s'ouvre aussi pour libérer la créativité de chacun, travailler ses talents et inventer d'autres modes de vie.

## Sortir de la résignation en s'indignant avant de s'engager

Qui n'a pas entendu ou lu le message « Indignez vous ! », ce vœux de nouvelle année 2011 de Stéphane Hessel ambassadeur, 94 ans, grande figure du Conseil National de la Résistance de la France libre, co-rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), dont il constate le non respect. Son petit livre a atteint le record des ventes de ce début d'année avec 1,2 millions d'exemplaires. Les médias ont alors reçu ce personnage « indigné » sorti de l'ombre souvent accompagné de son ami Edgar Morin, sociologue, directeur de recherches émérite au CNRS, docteur honoris causa de vingt-quatre universités dans le monde, exprimant :

« **la probable désintégration de la société ou l'improbable, mais possible, Métamorphose** »

Mon indignation de citoyen au moment où se préparent des nouvelles élections présidentielles se résume en trois idées :

- Indignation de **la précarisation inversement proportionnelle à la « sécession des riches »** qui par l'effet démultiplicateur de la monnaie virtuelle (titrisation, spéculation) s'approprient des richesses issues du travail auquel ils n'ont pas participé.
- Indignation de **l'impuissance du Politique** qui n'a pas ces trente dernières années endigué les transferts de revenu du travail vers les revenus du Capital au mépris du contrat social mis en place en 1945 par le Conseil National de la Résistance (CNR) de Stéphane Hessel. Pourtant cet équilibre négocié entre l'Etat, les entreprises, les syndicats, les citoyens pour partager les gains de productivité entre travail et capital, avec en prime l'avancée sociale de la Sécurité sociale que nous jalouse maintenant d'autres pays, participa à une société globalement consensuelle de 1945 à 1975. Au point que nous l'avons après coup qualifié de « trente glorieuses » ! Indignation de **l'impuissance du Politique aussi qui a sauvé en 2008 la dette privée des spéculateurs par de la dette publique**, sans le moindre débat. Alors que la révolution silencieuse du peuple d'Islande avec sa nouvelle Constituante, ignorée des médias, montrait d'autres voies possibles pour ne pas hypothéquer l'avenir des

générations futures .

- Indignation de la « **trahison des élites** », à l'exclusion de ceux ignorés des grands médias, qui se contentant de constats le plus souvent catastrophiques, tardent à proposer des chemins concrets de transition vers un Futur porteur de sens, en réponse simultanée à la crise sociale et à la crise écologique sans précédent , que nous sommes en train de vivre du global au local.

L'indignation est un moment nécessaire mais non suffisant, comme le reconnaît Stéphane Hessel, qui nous invite à écouter des intellectuels peu connus du grand public. Des personnes comme Edgar Morin, penseur transdisciplinaire et indiscipliné, comme Claude Alphanbery, considéré comme une des principales voix de l'économie sociale et solidaire, comme Alain Stiglitz prix Nobel qui pour sortir de l'oligarchie financière qui domine le G20 préfère le G192 de l'ensemble des Nations, comme Patrick Viveret qui propose de reconsidérer notre mesure de la richesse etc.

J'ajouterai à la liste de S.Hessel des hommes aux visions prospectives comme Ricardo Petrella , auteur du « Bien commun », Thierry Gaudin et l'économiste René Passet , auteur de l'économique et le vivant , couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques, et qui en ce même début d'année 2011 publie « Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire » . Mais Rene Passet est aussi membre actif de l'AIRE l'association internationale pour le revenu d'existence, présidé par l'économiste Yoland Bresson.

## **Introduction :**

### **Deux idées simples à mettre en débat qui peuvent tout changer !**

Tel est l'objet des pages ci jointes , qui veulent explorer deux idées qui combinées entre elles peuvent redonner à la société civile, consciente de l'effondrement dont elle est la première victime, le pouvoir de reprendre en main son destin.

Quand les citoyens prennent conscience que l'humain devient une simple variable d'ajustement du développement économique...

Quand l'échange de marché envahit toute la société et toute la vie qui n'a de finalité que la croissance quantitative pour elle même....,

nous verrons le pouvoir de ces deux idées de nous faire changer de direction.

### **Dans le fracas des grands arbres qui s'effondrent, murmure le bruit d'une autre forêt déjà là qui pousse.**

« Nous ne savons pas ce qui se passe, et c'est cela qui se passe » écrit Ortega y Gasset. Je me sens faire partie par mes initiatives citoyennes, en dehors du cadre classique de l'emploi que j'ai progressivement quitté à la recherche d'un autre sens à ma vie, du murmure d'une autre forêt qui pousse (1). Dans ce grand bricolage des millions de jeunes pousses semblable à la mienne, s'opère de la même manière que dans l'humus de la forêt, quelque chose qui s'apparente à un changement sur le sens donné aux actes et aux choses. Au sein de la société civile qui remet en doute ses certitudes, s'opère comme dans l'humus une

transformation silencieuse ( une « invagination du sens ? » dirait Maffesoli )qui se retrouve de moins en moins dans les discours officiels sur le Progres et la Modernité des grands acteurs du marché et de l'Etat devenu son subordonné.

Dans le murmure des initiatives citoyennes et solidaires se trouverait-il en germe une inversion de l'ordre des priorités que nous avons mis dans nos trois valeurs républicaines ?

- Le mot implicite de fraternité se transforme en **RESPONSABILITE**
- Le mot plus revendiqué d'égalité se transforme en **SOLIDARITE**
- Le mot plus universel de liberté , revisité par la prise en compte d'un monde fini, se conjugue avec la recherche de plus d'autonomie avec celui de **DIGNITE**

Les deux idées proposées vont dans ce sens

Au moment où l'Europe dans la tourmente d'un nouvel effondrement d'un Capitalisme de marché devenu Capitalisme financier, s'interroge sur son éclatement, il est intéressant de constater que :

**La première idée** qu'est le revenu d'existence , rebaptisée « **revenu de base** » , nous est **proposé par nos amis allemands** qui l'associent à une révolution fiscale globale à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques . Le Film « **revenu de base** » traduit en français par nos amis suisses est disponible gratuitement sur le net.

**La deuxième idée « villes et territoires en transition »** nous est **proposée par nos amis anglais** , déjà mis en place dans 165 villes, pour combiner le mot « résilience » à l'invention des modes de vie de l'après pétrole (et de l'après nucléaire?) . Film aussi disponible sur internet.

### **Deux idées qui mettent en œuvre une Evo-Révolution à partir d'initiatives de citoyens que Edgar Morin appelle Métamorphose**

Le propos de ces pages, en accompagnement des deux films cités ci-dessus, est de mettre en débat « **l'effet papillon** » (ou effet de levier) que pourrait constituer, à l'instar de la crise de la pensée politique, la mise en œuvre par la société civile de ces deux propositions complémentaires pour une Métamorphose.

#### **Qu'est-ce la métamorphose ?**

Si le Capitalisme se définit comme l'exprime Boltanski ( « le nouvel esprit du capitalisme » ) par l'exigence d'accumulation illimité de capital » dont l'Histoire nous apprend qu'il nous a toujours conduit après une dépression à la guerre (soit une destruction du Capital pour retrouver les conditions de l'accumulation, à l'image de l'incendie ou d'une tempête dans une forêt ?) , l'idée de Métamorphose est une autre Voie d'évolution de nos sociétés .

Comme le propose Edgar Morin, en référence à l'évolution des systèmes vivants, elle est l'édification d'un **Meta Système**, à la fois semblable et à la fois différent de la situation antérieure. Pour exemple la chenille qui de chrysalide **par autodestruction et auto reconstruction** devient papillon, comme le têtard qui devient grenouille, répondent de cette logique d'Evo-Révolution vers le même et le différent contenu dans la notion de Métamorphose ;

**Pour le « même »**, l'accumulation de marchandises du capitalisme de marché, dominé par la transformation de la matière et de l'énergie , se transformerait **en accumulation de lien social** (non réduit à l'emploi) dans une société dominée par l'information (René Passet) ;

Nous verrons plus loin comment ;

**Pour le « différent »**, le regard de l'homme « maître et possesseur de la Nature » de notre héritage chrétien puis de notre Révolution des Lumières dominé par la Science, se transformerait en **une nouvelle posture : « on ne commande à la Nature qu'en lui obéissant »**.

Il ne fait pas de doute que autant notre nouvelle faculté d'accumuler du lien social que celle de changer notre rapport à la nature et aux êtres vivants, aurait en retour un effet rétroactif sur la manière de nous construire autrement en tant qu'humain ;

C'est toutes les lois de l'économie « remise à sa juste place », comme au rôle que nous avons confié à la monnaie pour en mesurer l'évolution, qui s'en trouveraient métamorphosés. Nous l'évoquerons dans notre dernier chapitre de conclusion concernant l'avenir commun de l'Europe et des pays de la méditerranée.

## **I- Le Revenu de Base , un défi à nos schémas de pensées ou boussoles intérieures ?**

Si vous aviez un revenu vous permettant de survivre , même modestement sans travailler, continuerez vous à aller travailler ?

- **OUI** répondent 60% des actifs interrogés
- **OUI Mais** répondent 30% des actifs interrogés. ceux là disent ensuite qu'ils essaieraient de négocier avec leur employeur une réduction de leur temps de travail pour vivre mieux .
- **NON** répondent 10% des actifs interrogés qui disent qu'ils feraient autre chose pour par exemple voyager, changer de métier ou d'activité, déménager ; bref « qu'ils changeraient de vie , pour changer la vie »

La question suivante mérite toute notre attention :

- Que pensez- vous que les autres ont répondu à la même question sur le revenu de base ?
- « je pense que 80% des personnes interrogées ont répondu qu'elles n'iraient pas travailler ! »

C'est déjà vrai puisque les handicapés, les jeunes , les retraités , les exclus du travail soit en gros 40 % des citoyens, touchent un revenu non lié à un travail direct qu'on appelle « **un revenu de transfert** » . En produisant davantage de lien social que ce que nous appelons communément travail, certains d'entre eux seraient-ils déjà (comme des pionniers) sur le chemin de la métamorphose ?

### **La métamorphose du travail toujours récupérée par le mythe d'une croissance infinie.**

Ce premier paradoxe entre les réponses pour soi et pour les autres à la même question, nous fait entrer de plein pied dans la question du travail, devenu le ciment de nos sociétés industrialisées puisque après le Moyen Age religieux où la quantité moyenne de temps travaillées était environ de 1000 heures par an et par personne (on nous ruine en fêtes disaient les commerçants !), elle est passée à 5000 heures en 1848, pour redescendre progressivement à 1200 heures actuellement avec le savoir technologique en plus. La mutation d'une économie du salut (le moyen Age) à un salut par l'économie (la société industrielle), a mis la notion de travail et de capital ( et la tension qui les relie, dira Jean Jaurès) au centre de notre contrat social.

Mais il y a travail et travail! Un travail vécu comme une souffrance pour les uns ( étymologiquement « tripalium » en latin ou instrument de torture ) ; un travail vécu comme épanouissement pour les autres ou même devenu pour certains (drogués par le travail) seule

source de lien social .

Mais la réponse à la deuxième question sur les « 80% qui n'iraient pas travailler » nous en dit bien plus. Celui que mon revenu dépend aussi du travail des autres. Notre vie dépend de ce que les autres produisent. Certes notre mémoire de primates nous dit que c'est le lien social qui nous permet d'assurer nos besoins. Mais si nous confondons lien social et travail salarié au sein d'un emploi, alors moins d'emploi nous paraît à priori diminuer nos capacités de satisfaire à nos besoins !

Imaginer que des actifs en capacité de travailler puissent avoir un « revenu de transfert » sans travailler apparaît alors comme scandaleux ! C'est bien le reproche que « ceux qui se lèvent tôt » pour travailler adressent à « ceux qui se lèvent tard » parce qu'ils n'ont tout simplement pas de travail, même s'ils ne l'ont pas voulu.

Parce que mon revenu dépend aussi du travail des autres, alors il faut tout faire pour que ceux qu'on appelle alors les « assistés » retrouvent vite : par la croissance, par la formation, par l'arrêt des délocalisations, voir même par l'incitation des immigrés à rentrer chez eux, par Pole emploi, par l'insertion... etc. un nouveau travail !

Dans notre boussole intérieure où se cachent **nos inquiétudes et nos peurs**, se cachent la crainte que les autres échappent (injustement) aux souffrances que j'endure pour travailler ! Nous touchons là aux racines les plus profondes de la mythologie du sacrifice et du salut qui telles des architectures invisibles animent nos sociétés de croissance : pour partager le salut , il faut partager la souffrance !

Alors plutôt que d'en parler, nous préférons rejeter l'idée même du revenu de base en la déclarant utopique, financièrement impossible, irréalisable.

Mais s'interroge t-on dans cette vague où nous a emporté le capitalisme de marché : sur « un travail pour quoi faire, produire quoi ? » à un revenu pour quoi faire ...une fois que chacun a satisfait ses besoins essentiels ? »

Ce qu'on appelle « **place de travail** » tant revendiqué même dans la rue avec des banderoles le jour de la fête du travail, est alors confondu à « **place pour un revenu** » ! Et le discours politique, de quelque bord qu'il soit, est là pour rassurer ses électeurs : « notre premier objectif est de revenir à la société de plein emploi pour que chacun puisse justifier sa « place de revenu » par sa « place de travail » !

Et même si une part croissante du revenu est effectué par des machines, des robots qui ne payent pas d'impôt et remplacent le travail humain, alors il ne peut y avoir de solution à l'emploi que par « **la croissance à tout prix** » ! La religion de la croissance, souvent volée aux autres par la compétition, devient alors la religion de régulation de la violence collective, comprend le Politique, complice de la course aux profits.

Elle doit passer par la croissance de la marchandise (produite et consommée) rejoignant ainsi la grammaire et le vocabulaire qui anime le capitalisme de marché comme le définit Bolanski : l'accumulation illimitée de capital (privé ou public suivant l'idéologie) par le jeu du profit. La croissance verte peut servir de nouvel habit, mais au fond rien ne change. Il s'agit toujours de produire plus pour consommer plus de biens et services marchands.

Comme l'exprime Edgar Morin « notre mega crise a trois visages inséparables : la crise du développement, la crise de l'occidentalisation, la crise de la mondialisation » ;

Il s'agit toujours d'accroître le produit intérieur brut ou PIB (mesure par la monnaie de tous ces échanges) comme si il allait de pair avec le BIB ( Bonheur Intérieur Brut) !

**Imaginer un revenu de transfert comme un revenu de base ou revenu d'existence , inconditionnel, cumulable avec tous les autres revenus d'activité , le même pour tous**

**que l'on soit jeune ou vieux, riche ou pauvre, qui rend libre de sa vie et de la société à construire.. devient alors une idée incongrue !**

Avant même d'aborder son financement comme une grande révolution globale de la fiscalité ainsi que l'imaginent nos amis allemands, avant même d'imaginer comment elle s'impose pour imaginer les modes de vie de demain de l'après pétrole (et nucléaire?) et d'adaptation au défi climatique comme l' imagine nos amis anglais, j'ai voulu commencer par le défi culturel qu'elle représente :

**soit un revenu pour travailler plutôt qu'un travail pour avoir un revenu !**

C'est ainsi que l'avait imaginé en 1797 Thomas Paine , théoricien des droits de l'homme et de la révolution aux USA qui proclamait que pour tous les nouveaux américains ( exilés du premier effondrement du capitalisme de marché de la vieille Europe) qui ne pouvaient avoir un « **lopin de terre** » pour satisfaire l'autonomie d'eux même et de leur famille, associé à l'idéal de liberté, il fallait imaginer **un revenu de transfert ou de compensation appelé « revenu de base » !**

Tout ce qui se met en place dans une époque nouvelle, explique Edgar Morin a été pensé dans l'époque précédente !

**Alors pourquoi ne pas faire du revenu de base la première idée positive du 21 ème siècle pour préférer, au nouvel effondrement probable du capitalisme de marché (toujours suivi par des guerres), l'improbable mais possible métamorphose?**

Pourquoi ne pas faire de cette conquête citoyenne après trente années de chômage structurel où le chômage produit le chômage, où s'est dégradé la qualité du travail, **un saut qualitatif de la même ampleur que celui de l'abolition de l'esclavage en 1848** ? (3000 morts sur les barricades dans l'affrontement des ghettos de riches contre les ghettos de pauvres à Paris !)

Franchir une telle étape suppose **une logique de deuil** . Les neurologues par imageries cérébrales constatent que les logiques de dépassement de la douleur sollicitent les mêmes régions du cerveau que celles du deuil. La psychologie du deuil nous explique ses étapes incontournables : **le déni** de la réalité puis **la colère** suivi de **l'irrationnel**, puis **la dépression** puis **l'acceptation**. Est-ce par ces mêmes étapes que passent « les sauts qualitatifs » d'évolution complexifiante de la vie, comme la chenille qui a passé sa vie à manger et à digérer pour en sortant de son cocon déployer ses ailes de papillon et aller féconder les fleurs qui l'entourent ?

### **Le déni de réalité**

Un chercheur comme Jean Pierre Dupuy nous explique que « **nous ne croyons pas à ce que nous savons** » . Dit autrement « même si la réalité nous dit autre chose, nous ne voulons pas la voir, si elle perturbe nos croyances »

**La réalité** est que si nous n'acceptons pas de découpler les revenus du travail , même partiellement, nous nous obligeons à accepter la croissance à n'importe quel prix pour nous même, notre santé, et pour notre environnement.

**La réalité** est que les gains de productivité du travail par l'automatisation- robotisation sont telles, que la part des revenus du travail ne cesse de baisser dans la constitution de la richesse

finale. En Europe par exemple, la part des salaires est passée en 30 ans de 70% du PIB à 56% du PIB. Et c'est essentiellement sur cette part des salaires que nous prélevons les impôts.

**La réalité** est que les machines ne consommant pas (n'ayant pas de revenu) si nous ne redistribuons pas aux hommes l'équivalent de ce qui aurait pu être un salaire, nous aggravons cette situation tendancielle de « surproduction » ou des « marchandises sans acheteurs côtoient des hommes sans revenus », parce que sans travail, pour les acheter. Nous y sommes. L'abondance pour une minorité côtoie la pauvreté du plus grand nombre qui se transforme vite en misère ;

En France en 30 ans le nombre de personnes disponible pour travailler a augmenté de 23% (soit de 22,3 millions à 27,2 millions de personnes, trois fois plus de femmes que d'hommes rentrant sur le marché du travail). Or dans le même temps le travail nécessaire (par la productivité) a baissé de 10% (de 41 à 36,9 milliards d'heures travaillées) et la production a augmenté de 76% ! Jacky Fayolle (Institut de recherche économique et sociale) évalue à environ 120 à 170 milliards d'euros, le transfert des revenus du travail (salariés) vers les revenus du Capital (actionnaires) depuis 1983 en France! Et l'enquête INSEE 2010 montre que 25% des 25 millions de salariés en France gagnent moins de 750€/mois.

**La réalité** est que si de 1990 à l'an 2000 en France, nous avons créé 777 000 emplois (pour les 2/3 féminins), soit 43000 emplois par point de croissance (18% de croissance cumulée en 10 ans, donc  $777000/18 = 43000$  emplois), pour absorber les 4,3 millions de chômeurs inscrits aux pôles emploi, il nous faudrait 5% de croissance par an pendant 10 ans !

**La réalité** est que le contenu même de la croissance a progressivement changé. Quatre cent économistes ont analysé en détail le contenu du PIB des USA pour l'an 2000 ; un quart du contenu pouvait être assimilé à un accroissement du bien être, trois quart du contenu était assimilé à un accroissement du mal être : délinquance, prisons, pollution, maladies environnementales etc. Est-ce de cette croissance que nous voulons faire notre salut ? Pire si l'accroissement du PIB ne mord plus sur le chômage en deçà de 3%/an, depuis 1975 le PNUD (programme des nations unies pour le développement) a démontré le décrochage qui s'amplifie entre la croissance du PIB qui évolue en sens inverse de l'IDH (indice de développement humain).

### **Le déni de réalité du passé-présent s'amplifie encore dès que nous nous projetons dans le futur**

- Imaginons dans les pays industrialisés que les 4% d'emplois agricoles se double à 8% si une volonté politique prend acte de la fin d'une agriculture pétrolière (8 calories de pétrole d'intrants nécessaires (engrais, équipements...) à une calorie dans l'assiette du consommateur)
- Imaginons que les 15% d'emplois industriels actuels se réduisent à 10% par la productivité des robots de toute nature (c'est déjà la tendance en Chine)
- Imaginons que les 30 % d'emplois de la société de service stagnent par l'introduction d'outils nouveaux dans l'éducation (internet), dans la santé (par exemple assistance par vidéoconférence), dans la culture, le commerce (monétique), l'environnement, les services de proximité ...

Si nous regardons la réalité en face, quelle place attribuerons-nous dans une économie de marché devenue « société de marché » à une personne sur deux ?

La réalité est que le travail salarié stable et à plein temps a cessé déjà d'être la norme pour 55% des britanniques, 45% des allemands, 40 % des français. La réalité est que le temps hors travail salarié est devenu le temps dominant. C'est vrai aussi à l'échelle de la Planète dit Suzanne Georges qui veut rompre avec les lieux communs sur la place du travail dans le

process de production dans son livre le rapport Lugano. Et le directeur du BIT (Bureau International du Travail) confirme en déclarant à Davos: « le Monde s'enfoncé dans une crise de l'emploi sans précédent; En 2005 la moitié des 2,8 milliards de travailleurs de la planète, c'est à dire le même nombre qu'il y a dix ans, ont gagné moins de deux dollars par jour ! » Un rapport des Nations Unis pour le développement constant qu'en 2003, 54 pays étaient devenu plus pauvres qu'en 1990, déclarait :

- « le développement est un voyage qui comprend plus de naufragés que de passagers »

-

**Il nous faut alors passer d'une société de plein emploi (qui y croit encore ?) à une société de pleine activité-créativité et reconnaissance réciproque.**

**Il nous faut sortir d'une société industrielle d'exclusion par l'emploi pour une société informationnelle et relationnelle d'inclusion qui permet d'être avec les autres par les autres.**

Déjà en 1958 Hannah Arendt dans « la condition de l'homme moderne » annonçait cette mutation profonde :

*« cette société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail, ne saurait-elle plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour laquelle il vaudrait la peine de gagner cette liberté ? »*

André Gorz , expert sur la question du travail, l'exprime ainsi :

*« la chance historique qui nous est offert aujourd'hui est unique : faire en sorte que le temps dont chacun dispose pour sa quête de sens, soit plus important que celui dont il a besoin pour son travail, son repos sa récréation » ;*

Dans cette perspective la notion de croissance change alors de contenu dans une société à dominante d'information et de services où l'information ( la communication) prend le relais sur l'objet résultat de la transformation de la matière et de l'énergie.

Dans cette perspective l'introduction d'un revenu de transfert comme le revenu de base, constitutif de l'ensemble des revenus produit par le marché, arrive au bon moment :

Non seulement il crée un pouvoir d'achat minimum et stable dont a besoin la vie de nos entreprises comme celle de nos territoires de vie ...

Non seulement il éradie la grande pauvreté que toutes les charités ne sauraient endiguer ( dans les systèmes de solidarité classiques il faut dépenser 5 euros pour donner un euro à quelqu'un qui non seulement est exclu malgré lui du travail, mais doit aussi faire la preuve de sa pauvreté, soit une double peine !)..

Mais il devient le moteur d'échanges non marchands qui, nous le savons, sont le préalable et le ferment nécessaire à la démultiplication des initiatives citoyennes à finalité sociales , écologiques et culturelles où le « **lien est plus important que le bien** ».

Dans la lignée de Hannah Arendt et de André Gorz cités ci-dessus, l'effet papillon du revenu de base pourrait se retrouver dans la métaphore souvent exprimée par Patrick Viveret :

**« Cesser de croître en obésité pour grandir en humanité »**

Le travail reconverti **en œuvre individuel ou à plusieurs** source de dignité retrouvée, ouvre le chemin nouveau des villes et territoires en transition de nos amis anglais.

Cette reconversion du travail en œuvre que permet la déconnexion partielle de l'emploi et du revenu, je l'ai expérimenté avec succès en Rhône Alpes de 1992 à 1996, puis en Italie en lien



avec l'Europe. Toute personne qui négociait avec son employeur le passage à mi temps (au profit d'un chômeur) touchait un revenu de compensation ou de transfert (400€) le même pour tous ( un demi revenu de base en quelque sorte !), pour développer **son projet de temps choisi**. Le lien d'échange réciproque mensuel de savoirs entre les volontaires pour le temps choisi, s'appelait l' « université citoyenne du temps choisi ». Le succès provoqua même une demande de rédaction de projet de loi à la demande de monsieur Guy Hascouet, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, en l'an 2000. Projet rédigé par le comité national de suivi de l'économie solidaire dont je faisais parti (à la demande d'Élisabeth Guigoud), mais très vite retombé dans les oubliettes !

Le slogan que nous avons choisi pour notre université citoyenne du temps choisi, support de cette innovation d'organisation sociale d'un nouveau type était :

**« Avec le temps choisi , tes amis ne te demanderont plus ce que tu fais dans la vie , avec le temps choisi tes amis te demanderont ce que tu fais de ta vie ! »**

Ce message pourrait devenir celui du revenu de base !

### **Ceux qui ont déjà franchi l'étape de déni du réel sur le travail et l'emploi**

A la suite de Thomas Paine au XVIII ème siècle, d'autres penseurs au siècle suivant comme William Cobett, François Huet, Charles Fourier, Joseph Charlier, John Start Mill ont défendu l'idée d'un revenu inconditionnel d'existence ; Au vingtième siècle de nombreuses personnes de l'Académie dont cinq prix Nobel, ont pris le relai : notamment James Meade, James Tobin, Jan Tindergers, Milton Friedman, Herbert Simon. Tous les groupes militants pour le revenu de base se retrouvent au sein du réseau mondial BIEN « Basic Income pour une Economie Nouvelle » présent sur le Net. .

De 1970 à 1975 une première expérimentation est née à titre d'essais sous le président Nixon , montrant combien un revenu déconnecté du travail(ou du metro, boulo, dodo) n'incitait pas à l'oisiveté comme ne manquent pas d'affirmer ses détracteurs !

Dans l'État américain de l'Alaska un revenu de base même très modeste est en place qui a le mérite d'être inconditionnel ;

Au Brésil le président Lula a donné son feu vert en 2003 pour la mise en œuvre progressive d'un revenu de base qui a commencé par les enfants.

En Afrique du Sud l'introduction d'un revenu de base à échoué de justesse dans un vote de l'Assemblée.

En Angleterre les travaillistes britanniques ont introduit l'idée d'un revenu de base versé mensuellement sur un compte bloqué pour chaque enfant mobilisable à l'âge de 18 ans.

Le gouvernement Irlandais a mis le revenu de base à l'ordre du jour de ses reformes législatives, comme l'Autriche, la Suisse et plus proche de nous l'Allemagne sur sept landers ;

Avant d'aborder la question du mode de financement du revenu de base pour en montrer le réalisme, faisons un bref détour par la deuxième idée complémentaires de nos amis anglais sur « les villes en transition »

## **II- Les villes et territoires en transition : de la dépendance énergétique à la résilience locale**

Si les experts ne sont pas tous d'accord pour nous dire si le Pic Oil (consommation dépassant l'extraction) est déjà derrière nous (2007 ?) ou devant nous, tous convergent vers une certitude : le prix de toutes les énergies non renouvelable comme le pétrole, le gaz naturel...ne peut à l'avenir qu'augmenter dans des proportions importantes que nous avons du mal encore à imaginer, mais qui va changer profondément notre manière de faire société. Nous vivons la fin d'une énergie abondante et bon marché et cette nouvelle, associée à celle du réchauffement climatique (la fréquence des alternances d'inondations dévastatrices et de sécheresse marque déjà notre actualité) nécessite de s'y adapter.

**La composante « territoriale » de la réponse à ces ruptures** « qu'il vaut mieux anticiper avant qu'elles nous prennent par la gorge » pour reprendre une phrase célèbre de W.Churchill, n'est pas des moindre !

Ces ruptures concernent tous les domaines de la vie . De notre manière de produire (la plupart de nos objets usuels ont une composante de pétrole), de consommer, de nous déplacer, de concevoir nos maisons (l'habitat c'est après les transports , 45% de notre dépense énergétique), de repenser notre urbanisme, notre éducation... bref ce sont **nos modes de vie** qui sont à réinventer.

Si le premier impact de l'instauration d'un revenu de base est sur la vie de nos territoires de proximité , s'adapter à une énergie (et une alimentation) chère l'est aussi ! Raison de plus pour imaginer une véritable synergie entre ces deux thèmes pour mobiliser une énergie citoyenne et revitaliser la démocratie. Les initiatives de transition déjà mises en œuvre dans 165 villes , surtout moyennes, touchent tous les domaines : de **l'agriculture de proximité** avec ses circuits courts, à la **production artisanale**, à la mise en place de « paquets » d'**énergies renouvelable** adapté à la spécificité de chaque territoire, aux **transports collectifs**, à **l'éducation**, à **la vie culturelle et festive**. En allant sur internet vous serez étonné par leur diversité et le fait qu'elles partent toujours au départ de citoyens ou de groupes de citoyens pour répondre à une situation problème bien identifiée ; contrairement à nos « Agenda 21 » ou éco régions françaises (par exemple l'Alsace , le Limousin) où l'initiative est au départ institutionnelle, même si elles se veulent ensuite participatives !

En fait tout se passe comme si se mettaient en place progressivement ( par jeu d'essais et d'erreurs comme pour la vie) des **économies d'échanges de type circulaire** à l'échelle de chaque territoire d'appartenance, **allongeant de ce fait le cycle de vie des marchandises** en réduisant nos décharges. Alors que nombre d'ingénieurs inventent les fragilités techniques nécessaires à la diminution de la durée de vie des marchandises pour accroître ou maintenir le chiffre d'affaire des entreprises, ce serait une révolution organisationnelle que de rendre les entreprises responsable du recyclage de leur produit en fin de vie. Nous achèterions pour ce faire l'usage à vie ou à temps limité d'un produit. Nous passerions de la propriété à vie à la propriété d'usage ! Comme cela commence à se faire par exemple pour des photocopieuses, des pneus, des voitures . La mutualisation réinventée ouvre la voie aussi à la propriété aux usages partagés, comme le troc, l'échange réciproque, la location...

### **L'auto eco organisation caractérise la vie**

Quelques mots clés reviennent pour caractériser ces renaissances d'échange circulaires marchands et non marchands au niveau locale : les uns empruntent le préfixe « **auto** » au mot autonomie (le gouvernement par soi même) comme auto produire, auto construire, auto-organiser, les autres le préfixe « eco » comme ecobattir.... Les autres encore

empruntent le préfixe « re » du mot relocaliser comme : recycler, réparer, réutiliser, revaloriser, réinventer, re évaluer.. Dans cette renaissance à des échelles humaines (territoriales) plus réduites pour reprendre en main son destin, s'estompent alors les cloisonnements anonymes propre au marché : les consommateurs deviennent consom'acteurs, les producteurs deviennent pro-acteurs ou créateurs à l'écoute des besoins de leur proximité, les contribuables plus protagonistes du cadre de vie et de la qualité de vie de leur territoire.

### Un autre rôle de la monnaie ?

Quand sur un territoire la société civile reprend en main, avec ou sans l'aide des collectivités territoriales, son destin par l'orientation de ses échanges, se pose alors la question du rôle de la monnaie.

Toutes les monnaies ont en commun de mettre un chiffre ou un nombre (un prix) sur une chose ou un service, pour en faciliter l'échange. Toutes les monnaies stimulent des échanges qui sortent de la logique du don et de la réciprocité ; Soit qui sortent le plus souvent du cercle restreint d'inter connaissance qu'est la famille ou le cercle d'amis pour échanger avec des personnes plus anonymes ou étrangères.

Pour l'économiste Alain Simmel « l'argent est ce qui permet aux hommes d'échanger sans se regarder en face » et pour Hegel la monnaie est de la « liberté frappée » ! Pour Montesquieu l'argent est la possibilité d'échanger, même avec ses ennemis ! « **L'argent n'a pas d'odeur** » dit-on et payer (étymologiquement pacifier) est l'acte d'annuler une dette, la mémoire d'un lien avec autrui.

Mais si l'intérêt des territoires en transition , surtout s'il est stimulé par un revenu de base, est d'amplifier les échanges non monétaires de don et de réciprocité où « les liens sont plus importants que les biens » ferments de création, son intérêt est aussi de stimuler les échanges (plus anonymes) qui passent par la monnaie pour accroître la qualité et le cadre de vie de tous.

C'est alors qu'apparaissent essentiellement depuis les années 1980 sur les territoires abandonnés ou périphériques à la croissance économique, **des monnaies dites complémentaires**, reconvertibles ou non en monnaies nationales, qui ont d'autres propriétés.

La critique de la monnaie nationale ou internationale est son pouvoir de concentration, d'accaparement ; « L'argent attire l'argent » dit le proverbe populaire comme « il pleut toujours là où c'est mouillé » , un peu comme un fleuve qui en se concentrant, n'irrigue plus en retour les territoires !

L'acte mental qui consiste à mettre un nombre ou un chiffre sur toute chose quelle qu'elle soit, pour le transformer en marchandise, va opérer un déplacement : **l'argent de moyen devient finalité**, instrument d'accumulation et de pouvoir. L'argent devient inassouvissement.

Les monnaies complémentaires ont alors par différence, plusieurs fonctions qui les distinguent des « monnaies sans odeurs » :

Elles introduisent une charte éthique entre ses membres ( par exemple le respect des relations entre les hommes et entre les hommes et la nature)

Elles introduisent en devenant « fondantes » (par exemple en perdant 2% de leur valeur tous les six mois comme dans la monnaie abeille à Villeneuve sur lot) la propriété d'accélérer les échanges plus interactifs entre ses membres. Comme l'exprimait l'économiste Schumpeter la rareté de l'argent peut se compenser par sa vitesse de circulation, le même billet «

fondant » peut circuler de 5 à 10 fois plus vite par an qu'un billet qui à l'inverse prend, par l'intérêt, une plus grande valeur sans circuler.

Elles permettent aux acteurs d'un même territoire de retrouver des complémentarités par fidélisation réciproque ;

**Ces monnaies complémentaires sont les outils appropriés des économies circulaires** sur les territoires qui déclinent comme nous l'avons exprimé les « re » du relocaliser et les « auto » des reconquêtes d'autonomies ( par exemple alimentaires, énergétiques)

Elles peuvent aussi être « sociales », en liaison avec les collectivités territoriales, stimulant ainsi les transports collectifs, les consommations « affectées » qui par exemple valorisent les agricultures paysannes, les ressources locales.

### **Marginales les monnaies complémentaires, éthiques, fondantes, sociales et environnementales..témoignant d'une ré appropriation de la monnaie par les citoyens ?**

Quatre milles systèmes nouveaux d'échange sont nés à travers le monde depuis ces trente dernières années dans une cinquantaines de pays où le PIB ne rime plus avec le BIB (Bonheur Intérieur Brut) touchant environ un million de personnes ( colloque international de Lyon du 16 au 18 février 2011).

Par exemple l'Euro-Res créé il y a quinze ans en Belgique concerne 5000 entreprises partenaires. Par exemple le Wir en Suisse qui concerne 50 000 entreprises et qui compense la crise. Par exemple le Chiemgauer de Bavière lancé en 2003, compte 600 entreprises et finance des projets associatifs . Par exemple les credits en Argentine qui ont pu concerner entre deux et six millions de personnes en 2002 suivant les évaluations ;

En Allemagne depuis 2004, 28 systèmes de monnaies complémentaires régionales ont été mis en place et 35 autres sont en phase de lancement.

En France nous en sommes encore loin ! Malgré les succès de monnaies complémentaires à Lignières en Berry dans le Cher en 1956, à Marans en Charente Maritime en 1958, sur l'exemple de l'initiative elle aussi réussie de Worgl en Autriche en 1932, la pression de l'État et de la Banque de France pour les interdire leur fut fatale ! Il faudra alors attendre quarante ans pour que de nouvelles initiatives citoyennes sur la monnaie émergent à nouveau.

Co initiateur en 1994 du premier Sel Cocagne à Toulouse en même temps que le Sel de Foix en Ariège, nous pouvons mesurer maintenant dix sept ans plus tard le chemin parcouru. Le premier procès contre des membres du Sel de Foix ( attenté par la fédération du bâtiment et la direction du travail) fut gagné en appel en 1997 au tribunal à Toulouse ! La référence de la monnaie Sel ( à l'imitation des LETS du CANADA) au temps (60 grains = une heure ), non convertible en francs, fut une stratégie intéressante pour limiter l'inquiétude des institutions et ne pas recommencer l'échec de 1958. Maintenant 400 Sels recensés concernant environ 40 000 personnes, se retrouvant dans des bourses d'échange et aux inter sels, ont permis d'expérimenter de vrais « laboratoires locaux de solidarité et de créativité » que la monnaie nationale devenu rare pour un nombre toujours plus important de citoyens, n'aurait jamais pu réaliser.

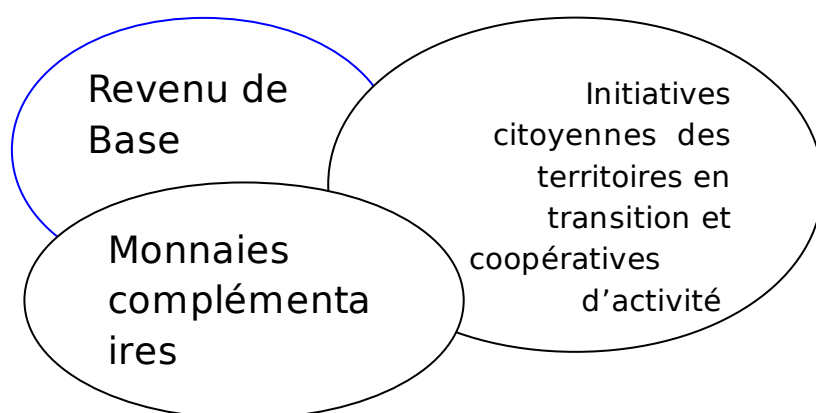
Cette première étape des Sels globalement positive, plus proche par son fonctionnement des échanges de don et de réciprocité prolongeant la famille et les amis, que celle des échanges marchands, permet maintenant de franchir une nouvelle étape. Celle des monnaies complémentaires convertibles en euros mais s'inscrivant dans des logiques d'échange plus circulaires, permettant plus de participation des entreprises et des artisans.

Quelques villes françaises commencent à expérimenter une monnaie complémentaire multi fonctions comme le SOL ( le Sol violette à Toulouse, le Sol Alpin de l'agglomération de Grenoble et du pays Voironnais) Le Sol est complexe en combinant : une monnaie de

fidélisation ( distribution de points à des clients fidélisés) , en rétribuant des actions bénévoles (s'inspirant des Sels). Le Sol est aussi une monnaie affectée (inspirée des systèmes de bons d'achat);

Mais d'autres initiatives de monnaies complémentaires avec l'euro partent de la société civile comme l'abeille de Villeneuve sur Lot issue du SEL local ; C'est aussi une monnaie fondante de 2% tous les six mois, qui se présente elle aussi comme une réponse commune à la crise sociale (40 entreprises partenaires) et à la crise écologique ( réduction de l'empreinte écologique) comme la Mesure à Romans dans la Drôme, les lucioles et la Bogue en Ardèche, l'occitan à Pezenas , l'écho en Anjou.

**Et si les monnaies complémentaires devenaient en complémentarité avec le revenu de base et les initiatives citoyennes des territoires en transition, les nouveaux moteurs pour organiser notre travail et nos échanges pour une Métamorphose ?**



### **III- Un exemple possible de mise en œuvre d'une synergie entre revenu de base, initiatives citoyennes et coopérative d'activité, monnaie complémentaires en 2013 .**

Un exemple n'est pas un modèle puisque dans les logiques du vivant « ascendantes, toujours transversales, aux fonctions multiples », c'est à chaque situation particulière locale d'inventer son propre modèle ! Contrairement aux logiques cloisonnées des filières que nous impose la société du tout marché et les institutions d'État qui veulent les imiter.

Dans ma région méditerranéenne (la Narbonnaise) deux enjeux sont perçus par les citoyens :

1-La nécessité de trouver une alternative aux 53 000 ha de vignes arrachées avec les primes de Bruxelles , car outre un changement des paysages, dans quelques années les friches seront la proie à de nouveaux incendies. Une menace permanente depuis des siècles dans ce pays de vent, sec l'été . La meilleure lutte contre les incendies était les troupeaux de moutons , on en comptait 54000 autrefois dans la Narbonnaise, et les vignes disparaissant c'est autant de pare feu en moins !

2-L'évolution de l'emploi vers des services de santé et de proximité pour une « économie résidentielle de revenus de transferts » (beaucoup de jeunes retraités venus d'ailleurs) qui domine dans cette région.

Mais ce qui freine cette adaptation à l'invention d'une nouvelle agriculture plus autonome et économe de proximité et aux nouveaux services , c'est que dans ce pays de soleil, rares sont les loyers en dessous de 600€/mois ! Et dans la structure du budget des ménages au pouvoir d'achat en baisse, jamais la part consacrée au logement n'a été aussi importante (plus de 50% pour les plus

pauvres, alors qu'elle était de 10% au sortir de la guerre ) !

Le déclic d'une initiative est toujours insolite , inattendue au départ ! Un propriétaire de terrain constructible décide de louer à bail sur 70 ans un hectare de terrain à une coopérative d'habitat ! Un défi ? un pari ?

Des jeunes et seniors aux revenus modestes , les uns passionnés de permaculture pour distribuer des légumes en paniers hebdomadaires, les autres passionnés de « santé autrement » ou classique , s'intéressent au projet de « coopérative d'habitat » ; L'idée de devenir locataire de son habitat et propriétaire responsable par l'acquisition des parts sociales de la coopérative correspondant à sa maison, séduit. Parallèlement une initiative de création de maison familiale rurale absente dans le département, s'intéresse au projet. Avec un architecte local rodé aux démarches d'auto construction de maisons bioclimatiques, un partage est vite fait entre ce qui peut être réalisé par des professionnels locaux acceptant des jeunes stagiaires en formation alternante de la maison familiale et ce qui peut être réalisé en chantier collectif avec les futurs locataires actionnaires de la coopérative d'habitat . Dans l'eco hameau de 18 maisons sans voiture au centre, est prévu aussi une « maison des aïeux » pour huit retraités célibataires se contentant de petits studios et d'un espace d'accueil pour une restauration collective ouverte aussi aux habitants du hameau. Des jardins sur une terre agricole en bordure du hameau fournissent plus que l'auto consommation , des paniers à l'Amap qui livre le village et la ville de Narbonne. Une « coopérative d'activité » se met alors en place pour aider les propriétaires de vignes arrachées à replanter en oliviers, amandiers, en mettant en œuvre la technique du BRF (broyage de sarments) pour éviter toute irrigation. Un habitant de l'eco hameau vient d'être embauché par la commune pour s'occuper du troupeau de moutons intercommunal (prévention des incendies) et de la récolte des déchets organiques de la commune . Un autre habitant propose la location de VTT à assistance électrique pour les vacanciers rechargés sur les installations qui ont rendu l'eco hameau totalement autonome au niveau énergétique ; un autre s'intéresse à l'entretien de l'ancienne saline, tant les algues provoquent des désagréments d'odeur pour tous en fin d'été (phénomène de malagre)...alors qu'une permaculture d'algues monocellulaires pourrait produire sur ce capteur solaire qui produisait du sel, des protéines plus efficacement qu'un champs de céréale !

Entre les jeunes et les vieux , entre ceux qui savent et ceux qui apprennent, entre les actifs et ceux qui étaient autrefois appelés les inactifs, entre ceux qui produisent de la nourriture et ceux qui préfèrent l'art et la culture , entre ceux qui habitent le village et ceux qui habitent l'ecohameau ....les différences se sont estompées depuis que s'est instauré un revenu de base qui permet d'échanger autrement et plus intensément au service du bien commun . Le revenu de base a libéré l'initiative de retraités en dessous du seuil de pauvreté, a libéré l'initiative de jeunes à la recherche de leur talents qui ont organisé leurs parcours de formation à la rencontre d'autres initiatives pour compléter les premiers savoirs acquis au sein de la coopérative d'activité. Sans revenu de base auraient-ils pu habiter l'ecohameau même si les loyers (nous l'avons déjà démontré) sont moitié inférieurs à ceux du village ? D'autant que le revenu de base versé pour deux tiers en euros et un tiers en monnaie complémentaire dans cette région du Languedoc Roussillon, qui a voulu anticiper sur sa mise en place au niveau national, a permis de stimuler considérablement ce qu'on appelle maintenant **une économie circulaire au service de chacun et du bien commun.**

Tant par la qualité des paysages reconstitués que par la vitalité des relations marchandes et non marchandes, qui se nourrissent mutuellement plus qu'elles se repoussent , l'attractivité de ce territoire n'a jamais été aussi forte ! Qui s'en plaindraient ? Même si les zones artisanales et industrielles en friche que les élus entretiennent à grand frais sont toujours à la recherche d'investisseurs introuvables prétendant être compétitif dans le marché mondialisé ! Même si les formations diplômantes forment toujours à des emplois qui n'existent plus; Les vieux schémas ont eux aussi droit au temps du deuil, mais à condition qu'ils n'empêchent pas les logiciels dormants,

déviant, inattendu, comme l'exprime Edgar Morin, pour ouvrir les chemins de la vie qui évolue par sauts successifs ou métamorphose .

Depuis ce premier exemple d'autres groupements d'habitats bioclimatiques se sont constitués, mais cette fois ils n'ont pas eu besoin de l'apport d'un terrain constructible de un hectare par un propriétaire privé motivé par le défi, puisque les politiques ont su s'y prendre cette fois autrement sur le foncier.

Il faut dire que, ici comme ailleurs, l'aggravation de l'accès au logement, l'absence d'emploi, la montée des prix de l'alimentation (par spéculation ?) et de l'énergie, avaient pris de telles proportions et déclenchés tant de colères, que les élus se sont mis à bouger . Le temps où les initiatives citoyennes étaient d'abord ignorées, puis ensuite méprisées, puis combattues avant d'être récupérées , faisait maintenant partie du passé ! Les institutions avaient dû finalement accepter ces émergences plutôt que de tenter de résoudre chacun de ces problèmes , comme ils l'avaient toujours fait avec leurs experts, séparément ! Comme bien souvent, l'innovation était passé par ce changement de regard « qui permet de faire apparaître de la valeur, là où on avait perdu l'habitude d'en voir ! »

#### **IV-Le financement du Revenu de base**

La proposition allemande

La valeur ajoutée qu'apportent la proposition des allemands sur le financement du revenu de base est une profonde révolution fiscale permettant de simplifier et de condenser l'ensemble des impôts sur une TVA unique de l'ordre de 50% ; En avançant l'idée d'un revenu de base inconditionnel pour tous de l'ordre de 1000€/mois, c'est à partir d'un revenu global (revenu de base + revenu d'activité ) dépassant 2000€/mois, que les citoyens commenceraient à payer des impôts :

- pour financer les dépenses publiques
- pour financer le revenu de base

L'idée de cet impôt sur la consommation par la TVA est séduisante , parce que c'est elle qui s'ajuste le mieux aux contraintes de la crise écologique à moyen et long terme pour y adapter nos modes de vie. L'impôt sur la consommation nous incite à plus de sobriété soit à réduire et partager notre « empreinte écologique »

La TVA en se substituant à la multitude de taxes, charges qui s'additionnent dans la chaîne de construction d'un produit, a le mérite de la simplicité et de la transparence , puisque de toute façon c'est bien le consommateur final qui dans le prix du produit acheté paye en fin de compte toutes les charges et les taxes accumulées.

Sans revenu de base, l'impôt sur le revenu progressif pouvait paraître l'impôt le plus équitable, mais avec la démultiplication des exonérations en tout genre qui échappent aux plus gros contribuables ( citoyens , comme entreprise) grâce aux conseils d'audits expérimentés et coûteux , on peut en douter ! Une commission parlementaire a évalué à 100 milliards d'euros le manque à gagner pour l'État de toutes ces exonérations permises par des réglementations qui comme des milles feuilles, s'additionnent sans cesse. En devenant de plus en plus opaques, seuls les plus informés et les mieux conseillés savent profiter.

Cette grande révolution fiscale globale que proposent les allemands en concentrant tous les impôts sur la TVA a le mérite de nous faire **sortir de l'ambivalence qui consiste à vouloir encourager la croissance de la consommation** ( donc de l'émission de CO2, de la consommation d'énergies non renouvelable) **d'un côté , et de vouloir protéger la planète de l'autre !** Cette révolution fiscale agit alors comme une réponse simultanée aux deux crises: écologique ( encourageant la sobriété ) et sociale ( le revenu de base ) !

Même si je souhaite le succès à cette proposition cohérente des allemands, je sais qu'il faudra du débat et donc du temps, avant de la mettre en place ;

Pour être plus pragmatique , en attendant cette solution allemande, explorons une voie transitoire par exemple sur cinq ans , temps nécessaire pour mesurer les effets en retour positif sur le BIB (Bonheur Intérieur brut ) de l'instauration d'un revenu de base ; les indicateurs qualitatifs pour tenter de l'apprécier qui se sont développés ces dernières années ne manquent pas ;

Une solution française ?

L'association AIRE (association internationale sur le revenu d'existence) née en 1984, dont le président est Yoland Bresson (président de l'université des sciences économiques de Paris Dauphine) propose la voie de la « création monétaire » pour financer le revenu d'existence ; Mais la rente de 300€/mois à tous les citoyens (400€/mois pour Van Parij) , y compris les enfants, créé par notre système bancaire ne me paraît pas un montant suffisant pour répondre au **principe de liberté de choix** (un toit et une alimentation assurés pour refuser un travail aliénant non satisfaisant) qu'apportait l'idée initiale de compensation à l'autonomie du lopin de terre exprimée par Thomas Paine, initiateur du revenu de base.

Dans les calculs concernant ces propositions, il n'est pas pris en compte que en gros 50% des revenus ( variable suivant les pays) sont déjà des revenus de redistribution ( fonction publique, associations etc) et que donc le revenu de base est déjà constitutif de ces revenus de redistribution ; Sauf en cas de licenciement du fonctionnaire qui ne perd pas en quittant son travail, son revenu de base !

La somme des revenus de base est donc essentiellement à trouver pour les salariés du privé , dont 30% nous l'avons vu, chercheront à réduire et partager leur temps de travail. Une ouverture donc pour les 4,3 millions de demandeurs d'emplois inscrits à pôle emploi ; l'argent pour le revenu de base est aussi à trouver en complément des allocations de chômage et des retraites qui se trouveraient en dessous du revenu de base .

Dominique de Villepin dans le débat des présidentielles 2012 propose un « revenu de citoyen » de 850€/mois. Ce revenu serait versé en totalité ou en partie aux personnes dont les revenus se situent entre 0 et 1500 euros par mois qui correspond à peu près au revenu médian. (5 millions de Français toucheraient donc le revenu du citoyen en totalité et 20 millions en partie). Il remplace l'ensemble des allocations sociales existantes (sauf allocations familiales). Le coût effectif de la mesure est évalué à **30 Milliards d'euros**. (Coût total de la mesure : 90 Milliards d'€ moins 60 Milliards de réaffectation d'allocations sociales et de retour sur consommation). C'est moins de deux points de PIB qui permettraient d'enclencher un meilleur partage des richesses que Dominique de Villepin qualifie de « révolution pour la dignité ». Le mérite de telles propositions est de transférer le débat présent dans la société civile depuis les années 1980 ( le revenu minimum d'existence RME qui était débattu est devenu le revenu minimum d'insertion RMI) dans les sphères des partis politiques pour prendre acte d'un changement de la manière de produire de la richesse et de la répartir comme J,M Keynes l'avait déjà annoncé en 1936 dans son dernier ouvrage « lettre à mes petits enfants » nous annonçant à propos de la métamorphose du travail « une grande dépression collective, dont nous ne sortirions que par une révolution culturelle! »

### **Un investissement , le revenu de base ?**

Le principe de faire appel à la création monétaire comme le propose l'association AIRE, me paraît justifié si on considère que le revenu de base peut être assimilé à un investissement sur cinq ans en raison de la gravité de la crise sociale comme dans les années 1930. Souvenons-nous que c'est par l'investissement que le président Roosevelt avait ainsi créé 6 millions d'emplois pour réagir à la



crise sociale malheureusement sans prendre en compte la loi de Goldsbrough sur le crédit social! Mais comprenons que face à la crise écologique (climatique et énergétique) sans précédent que nous vivons, ce n'est pas avec des autoroutes ou des TGV en plus (faiblement créateur d'emplois par rapport aux investissements de 1930 où la productivité du travail industriel était plus faible !) que nous allons résoudre la crise sociale ! C'est **par l'investissement dans les initiatives de transition** adaptées à chaque territoire que va permettre le revenu de base, que nous allons réagir à la crise sociale ! il ne faut pas se tromper d'époque !

Reconquérir nos souverainetés alimentaires , région par région, reconquérir de l'autonomie énergétique région par région (surtout si nous imaginons sortir à moyen terme du nucléaire qui engage l'avenir et la liberté de choix de trop de générations futures !), reconstruire et isoler nos maisons, réinventer notre urbanisme , privilégier les transports collectifs, repenser notre éducation, notre santé, nos modes de vie ...**c'est un énorme chantier fait de millions de petits chantiers que permet le revenu de base !**

Imaginons un emprunt public fait par l'État aux banques du montant de cinq ans de revenu de base pour environ la moitié des actifs (comme nous l'avons vu du privé); Imaginons que nous retirons de cette somme certaines prestations sociales qui s'intègrent déjà au revenu d'autonomie qu'est le revenu de base (il faut dépenser 5 euros pour donner un euro à un pauvre qui doit faire la preuve de sa pauvreté, soit une double peine ! nous l'avons vu) .

Proposons aux banques, qui vont par création monétaire mettre à disposition à chacun cet argent sur un compte bancaire individualisé, de leur payer en frais de commission 1% d'intérêt /an par exemple pour le service rendu ; Proposons que l'État paye à la place des bénéficiaires ces 1% d'intérêt cette fois par l'impôt sur le revenu ; Nous impulserions ainsi par la dette publique un investissement « revenu de base » d'un montant inférieur à celui fait par l'État au profit des banques en 2008, dont nul ne sait s'il n'a fait que repousser dans le temps un krach financier toujours imprévisible !

Deux solutions : les banques refusent ce marché ? Alors qu'elles ont accepté en Europe d'être sauvées par une dette publique de 500 milliards d'euros gagée sur les générations futures ? Alors que nous connaissions mal le contenu spéculatif de leurs avoirs notamment dans les paradis fiscaux où transite la moitié du commerce international? (les chercheurs comme Francois Morin évaluent à 2500 milliards d'euros les sommes présentes dans les paradis fiscaux) ! Refuser un empreint public pour une période de cinq ans pour le revenu de base, serait indécent de leur part ! c'est le moins qu'on puisse dire !

Ce serait pour reprendre une formule célèbre de Victor Hugo « une révolution faite à l'amiable ! » Car la crise financière dont le citoyen ne se sent ni coupable, ni responsable, a fait passer le déficit public moyen dans la zone euro de 0, 6% du PIB en 2007(3% aux États Unis ) à 7% du PIB en 2010 ! Et la dette publique est passée dans le même temps de 66% du PIB à 84% du PIB !

Mais imaginons que les banques refusent ! Alors pourquoi ne pas faire la même opération avec la Caisse des dépôts et consignations ? Pourquoi ne pas leur reprendre des privilèges que le politique leur a cédé en 1973 (Giscard d'Estaing) , en 1983 (au niveau européen) en les re nationalisant ? Ce ne serait pas une première dans l'histoire des trois derniers siècles du capitalisme de marché !

L'enseignement du passé :

Déjà l'économiste David Ricardo en 1817 avait perçu ce danger de perte de la souveraineté monétaire :

*Dans le cas de la création monétaire, l'avantage serait toujours pour ceux qui émettraient de la monnaie de crédit ; et comme le gouvernement représente la nation, la nation*

*aurait épargné l'impôt, si elle, et non les banques, avaient fait elles même cette émission de monnaie. Le public aurait un intérêt direct à ce que ce fut l'État, et non une compagnie de marchands ou de banquiers, qui fit cette monnaie*

« Des principes de l'économie politique et de l'impôt »

Est-ce pour avoir eu une conviction semblable que le troisième président des États Unis d'Amérique mourut assassiné ? Sa position était claire :

*« Je pense que les institutions financières sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que les banques privées contrôlent leur monnaie, les banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leur enfants se réveilleront, sans maison et sans toit sur la terre que leur parents auront conquis »*

En 1932 le député démocrate américain Alan Goldsborough propose d'enlever aux banques privées le pouvoir de créer l'argent sous forme de dette par un projet de loi sur le Credit Social qui obtiendra 289 voix contre 60 au Congrès.

*« La raison pour laquelle la dette augmente: c'est que tout l'argent est créé par les banques sous forme de dette: les banques créent le capital qu'elles prêtent, mais ne créent pas l'intérêt qu'elles exigent en retour. Par exemple, pour chaque personne aux Etats-Unis, il existe \$20,000 d'argent... mais \$64,000 de dette! Et malgré tout, il y a encore des gens qui parlent de payer la dette! »*

Plus radical encore fut la proposition à la même époque de Jacques Duboin , apprécié par J.M Keynes, **qui proposera courageusement de gager la monnaie sur la production annuelle et de la repartir en dividende universelle;** (cf: *la grande relève et la revue des expériences d'économie durable, distributive et solidaire;* [www.LeColibri.org](http://www.LeColibri.org) )

Il faut reconnaître que toutes ces tentatives avortées donnant raison à la célèbre phrase de Rotchild « peu importe le pouvoir de ceux qui font les lois du moment que nous gardons le pouvoir de créer de la monnaie ! » laisse le débat ouvert qui se réveille au moment des effondrements tant la monnaie que nous utilisons quotidiennement reste paradoxalement un instrument dont le sens échappe au plus grand nombre.

Retour au présent

En fin de compte si 95% de la monnaie actuelle ne sert pas à de l'échange de bien et de service (évaluation de François Morin chercheur et ancien conseiller de la Banque européenne) , ce réinvestissement par la création monétaire (comme dans le cas d'une guerre) dans la réalité concrète des territoires, ne serait –il pas la réponse politique simultanée à la crise sociale et à la crise écologique, **plutôt que la rigueur actuelle** qui nous entraîne dans le cercle infernal de l'effondrement et de la peur ?

Pour rejoindre le diagnostic d'Edgar Morin nous aurions ainsi évité « le probable effondrement, pour préférer l'improbable mais possible métamorphose » !

Pas plus que le politique, les banques (sauf si elles contrôlent les lois, la presse et les armées) ne peuvent tirer profit à long terme d'un effondrement par déconnexion de la sphère virtuelle de la monnaie avec la sphère réelle de la production de richesses locales, si nous refusons la solution historique de la guerre qui succède aux effondrements .

Certains pourraient craindre à l'inflation par cette réinjection massive d'argent sur les territoires ne croyant pas à l'argument investissement (tel un plan Marshall) de par son caractère cognitif

(intelligence collective ) plutôt que matériel ?

Procédons alors par étape pour s'adapter en marchant : mettons les revenus de base des enfants (par exemple 300€ /mois ) sur un compte bloqué libérable à l'âge de 18 ans comme au Brésil ; Faisons de même en compte bloqué sur cinq ans pour les revenus de base des revenus globaux les plus élevés (soumis au RMA) et laissons immédiatement disponible les revenus de base de la moitié des revenus globaux les plus pauvres (sous le revenu médian de 1500€/mois comme le propose Dominique de Villepin)

Avec pour caution les revenus de base temporairement bloqués, stimulons les coopératives d'activités impliquées dans les initiatives en transition en injectant par exemple 20% d'euros en fond propre de démarrage dans les associations créatrices de monnaies complémentaires locales chargées aussi de mettre en place des coopératives d'activité, payant ainsi leur salariés en partie en monnaie complémentaire locale ;

Et souhaitons que cinq ans suffisent à faire un premier bilan d'évaluation pour adopter par exemple la grande révolution fiscale concentrée sur la TVA proposée par nos amis allemands, prenant ainsi le relai du financement du revenu de base pour continuer avec nos autres partenaires européens dans la voie de la métamorphose.

Le réinvestissement dans les économies territoriales que permet l'innovation du revenu de base ne doit pas nous faire oublier l'autre danger que représente la croissance de la bulle financière qui depuis que nous avons supprimé toutes les frontières permet aux produits financiers spéculatifs de circuler à la vitesse d'internet !

L'analogie avec les nuages radioactifs échappé de centrales nucléaires pour suivre les vents imprévisible des météo capricieuses , n'est pas sans intérêt !

Il ne suffit pas de maîtriser l'implosion ou l'explosion des réacteurs par un savant dosage des liquides de refroidissement. Le revenu de base et les revenus maximum autorisés RMA (déjà débattu au parlement européen) peuvent être les outils de régulation dans ce sens à la portée des pouvoirs politiques de chaque État!

La refondation du système financier international et la régulation des produits financiers spéculatifs ou nocifs (radioactif ?)s'il ne conduit pas à une économie distributive, reste un grand chantier qui dépasse l'objet de ces quelques pages. Car ce chantier contrairement au revenu de base qui s'applique à l'échelle de chaque nation , voir région, a pour échelle pertinente la planète , du G20 au G192 de l'ensemble des Nations comme le propose le prix Nobel A. Stiglitz. !

Mais en attendant pourquoi ne pas commencer par l'alliance de l'Europe et des nouveaux pays démocratiques de la méditerranée en s'inspirant d'un fondement commun , celle de Platon et d'Aristote sur l'idée de la démocratie, pour refonder l'économie et la monnaie.

## **V- Refonder l'économie et la monnaie**

### **au sein de la communauté de destin qui relie l'Europe et les Pays de la méditerranée !**

Et si le vent de la liberté et de la dignité qui anime l'idée « d'un revenu pour travailler » avant celui « de travailler pour avoir un revenu » en se mettant en place en Europe, inspirait aussi les pays démocratiques du pourtour de la méditerranée qui eux aussi vont devoir se poser la question d'un « nouveau mode de produire, de consommer et de vivre ensemble » adapté à leur environnement ?

Pourquoi les pays démocratiques de la méditerranée n'utiliseraient-ils pas leur rente de pétrole comme un investissement dans des revenus de base, plutôt que dans les spéculations immobilières des grandes métropoles comme l'ont fait leurs dirigeants, en attendant le relai de la TVA ?

Un revenu de base pour mettre aussi en œuvre le grand chantier des petits chantiers des initiatives en transition reliant l'agro-écologie, l'écobâtir, les nouveaux modes de transports, l'éducation, les énergies renouvelables et les services de proximité en utilisant aussi les monnaies complémentaires ;

### **Dépasser le capitalisme de marché ?**

Ce qui relie l'Europe et les pays de la méditerranée est l'histoire depuis trois siècles du capitalisme de marché fondé sur l'accumulation illimitée de marchandise par le profit ;

La première étape fut la « **colonisation** » ; La deuxième fut le « **développement** » inventé par le président Truman en 1947 au moment où il nous faut nous relever d'une deuxième guerre mondiale encore plus dévastatrice que la première.

Colonisation et développement (confondu à croissance) peuvent être considérés comme les deux formes différentes d'un même processus « la recherche illimitée d'accumulation de marchandise animé par le profit » pour reprendre la définition du Capitalisme de marché de Bolensky. J'y rajouterai le transfert de la valeur d'usage en valeur d'échange pour définir un prix de la marchandise. Et le transfert de la notion de besoin en désir illimité que permet cette caractéristique anthropologique de l'humain qu'est, comme l'exprime René Girard : « le désir mimétique », devenu le fond de commerce de la publicité et du marketing.

Le général de Gaulle dira : la colonisation c'était exporter notre conception de l'État et du Marché . Mais le développement pour nos anciennes colonies devenant indépendantes , « c'est le Marché sans l'État... que nous n'avons plus les moyens d'assumer ! » ; Pour assumer l'État et ses fonctions , les peuples nouvellement indépendants choisirent l'endettement relayé ensuite par les fonds structurels (FMI) aux effets pervers subis que l'on connaît dans la perte de souveraineté des choix économiques et politiques (par exemple les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières )

Après 1945 ce que nous avons appelé « développement » confondu à croissance après la phase de colonisation, fut la mise en adéquation de trois processus complémentaires . Trois processus inscrits dans la finalité : « *Il nous faut rattraper le retard industriel pris sur les anglais* » exprimait le général de Gaulle !

Ces trois processus furent la reconversion de l'industrie de guerre ( les explosifs mutés en engrais NPK ; les phosgénés ou gaz moutarde mutés en insecticides et pesticides, les tanks mutés en tracteurs relayant ceux du plan Marshall) pour « **moderniser l'agriculture** ».

La modernisation de l'agriculture (intensifier, s'agrandir, se spécialiser) s'organisant en filière par produit, libérait de la main d'œuvre des campagnes pour la ville où se développait **l'industrie, consommatrice de main d'œuvre**. Cette industrie « broyeuse d'hommes pour produire des marchandises » selon l'expression de l'économiste François Perroux, trouvait ses nouveaux marchés , après l'agriculture, dans **le développement de la ville et ses nouveaux modes de vie** (par exemple le besoin de voiture pour aller travailler et d'une alimentation transformée) ; Par un transfert massif de capitaux de la campagne à la ville (chaque agriculteur rachète la propriété familiale à ses frères et sœurs partis à la ville), démultiplié par le pouvoir démultiplicateur de la monnaie crédit des banques, la ville se construit comme porte ouverte vers des marchés extérieurs ; Ainsi la boucle est bouclée !

### **Modernisation de l'agriculture, industrialisation, urbanisation et changement des modes de**

## **vie et de consommer réalisent ainsi le miracle du développement !**

Tant que les gains de productivité du travail, d'abord considérable dans l'agriculture, puis considérable dans l'industrie, puis plus réduits dans les services, sont équitablement redistribués en hausse des salaires, baisse des prix des marchandises, réduction du temps de travail (de 60h à 40h/semaine), le miracle du développement fait croître, bon an mal an, le PIB et le BIB (bonheur Interieur Brut) simultanément. Plus d'avoir (notamment de confort) est assimilé à « plus d'être » !

### **Des trente glorieuses aux trente piteuses ?**

Parmi les observateurs de l'évolution de nos sociétés sachant, face à la complexité de l'information et son immédiateté, prendre de la hauteur **pour apercevoir des formes ou structures organisatrices** qui font sens, la lecture proposée par Karl Marx a un degré de pertinence pour comprendre l'adaptation du capitalisme de marché toujours condamné à « **une dégradation tendancielle de ses taux de profit** ». Ainsi une fois passée une phase de forte croissance (comme les trente glorieuses au sortir d'une guerre), la difficulté à franchir un « seuil d'organisation et d'intégration » va **inverser des processus** vertueux en processus inversés qui vont aggraver les problèmes que la croissance était censée résoudre ! Nombre d'auteurs ont décrits ces inversions entre le « plus » et le « mieux » à différents niveaux (ou trop de vitesse tue la vitesse, trop de médicaments tue la santé, trop de communication tue la communication, trop de liberté tue la liberté, trop de sécurité tue la sécurité etc). L'obsession de la croissance et son absence de limite détruit la notion même de développement avec sa fonction intégratrice si on la compare aux processus du vivant.

Par exemple un adulte n'a jamais été un enfant en plus gros, et à l'échelle de la cellule la croissance sans intégration s'apparente à un cancer ! Pour le biologiste Ameisen (la sculpture du vivant) la cellule cancéreuse en se démultipliant sans cesse, rêve d'être immortelle ! Quand la croissance devient de plus en plus problématique dans le monde du réel, elle devient **virtuelle**. Les bulles financières en sont l'expression ultime qui, sans créer de richesses réelles, ne font que changer de main l'obtention des pouvoirs et des propriétés des biens réels. Avant l'effondrement !

Comment expliquer autrement que par le refus de franchir un saut qualitatif intégrateur, un méta système, qui caractérise l'évolution du vivant comme le définit Edgar Morin à propos de métamorphose, ce que nous avons vécu pendant les trente piteuses qui ont suivi les trente glorieuses ? Albert Einstein se plaisait à dire « N'importe quel imbécile intelligent peut rendre les choses plus grosses, plus complexes et plus violentes. Il faut une pointe de génie- et beaucoup de courage-pour aller dans une autre direction ». Et Maurice Allais, prix Nobel d'économie, repris dans son interview en annexe nous donne son explication de l'inversion des processus à partir de 1974 dans la fuite en avant dans le libre échange mondialisé;

C'est ainsi que l'on peut comprendre (au sens de « prendre ensemble » dans une même logique intelligible) :

- Par exemple **les démarches de délocalisation** des processus de production, où la main d'œuvre par son mode de vie peut (encore) accepter des salaires dérisoires pour reproduire sa force de travail ;
- Par exemple les démarches **de privatisation des biens publics** (privatiser les bénéfiques en externalisant les charges environnementales, sociales sur l'État qui les prend alors en charge) ; Ce qu'on appelle le consensus de Washington des années 1960 (il n'y a pas d'alternative au capitalisme de marché, dit l'alliance de madame Thatcher avec le président Reagan) répond de cette stratégie au nom du profit de « privatiser les bénéfiques pour mutualiser les charges » pour restaurer des taux de profit pour les entreprises capitalistes.

Alors commence ce grand démantèlement de l'État pour réduire sa fonction à celle de justice et de police, en privatisant les biens publics ! (cf: les accords du GATT) Avec les conséquences que l'on connaît par exemple pour la santé, la gestion de l'eau, la recherche, l'enseignement, la culture, l'agriculture... soumis à l'imaginaire de la marchandise.

La phase suivante de l'expansion pour retrouver de nouveaux taux de profits est à partir des années 1980 :

- **la mondialisation des marchés** changeant le processus de production fordiste ; Soit le réengendrement des entreprises internationalisées (multinationales) qui externalisent toutes les tâches périphériques de production non essentielles sur des réseaux de sous-traitants.

- **la pression permanente sur les salaires** jusqu'à transformer la fonction de l'entreprise en une machine à prélever des bénéfices sur des clients au profit d'actionnaires anonymes, faisant du chômage une simple variable d'ajustement. En trente ans en France: les revenus du capital croissent de 22% et les revenus du travail baissent de 17% (R.Passet)

- **la mutation du capitalisme de production en capitalisme financier** : l'expansion quitte la sphère des richesses réelles pour celui plus virtuel de la bourse. Pour Paul Krugman chaque système sort de sa crise en la déplaçant, la crise américaine s'est déplacée en créant une bulle immobilière ...

Karl Marx dans son observation - interprétation critique de l'évolution du capitalisme de marché savait décrire déjà en 1857 sa phase de « paroxysme et d'effondrement » : **la surproduction structurelle** côtoyant l'effondrement du pouvoir d'achat, **la concentration de la richesse** en quelques mains et la précarisation du plus grand nombre, **les krachs imprévisibles d'éclatement de bulles financières**. L'écart de richesse de 1 à 74 entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres, alors qu'il n'était que de 1 à 20 dans les années 1960, nous éclaire bien sur la dynamique générale de ce processus (thermodynamique et linéaire?) de la croissance que l'on peut comparer à une **explosion** car pauvre en processus intégratif et redistributif !

Nous y sommes à nouveau, et l'Histoire nous apprend comment nos deux dernières guerres mondiales en détruisant le capital restaurent les conditions d'un nouveau cycle de croissance, pour une nouvelle explosion ! « Une bonne guerre et ça repart la croissance et donc l'emploi » peut-on entendre au café du commerce !

Mais avec 18 000 ogives nucléaires une nouvelle guerre (autre que partielle et localisée) est-elle possible ?

Ce que ne pouvait pas voir Karl Marx, c'était **la nouveauté d'une crise écologique** sans précédent (climatique, énergétique et biodiversité)

Ce que ne pouvait pas voir Karl Marx, c'était **le changement de la dimension géopolitique** par la rentrée dans une économie de marché globalisée de nouveaux pays émergents très peuplés comme le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde, soit 3 milliards d'humains en rêve de croissance eux aussi et de désirs mimétiques de plus en plus uniformisés! Provoquant **une inversion de l'équation des abondances et des raretés dans le processus d'accumulation** :

- l'espace et les terres arables abondants deviennent rares (donc convoités par les capitaux spéculatifs au détriment de leur habitants), les « puits de soleil » que sont le pétrole s'épuisent, les matériaux nécessaires à l'industrie **se raréfient aussi** ;

- En échange les savoirs faire technologique comme la main d'œuvre qualifiée (4,5 millions d'équivalent ingénieurs en Chine) et la main d'œuvre non qualifiée, comme l'argent devenu crédit, qui étaient rares, **deviennent abondants** ;

La position de plus en plus périphérique de l'Europe au regard de sa démographie, même combinée au pays méditerranéens plus jeunes qui vont faire l'apprentissage de la démocratie, pourrait-elle créer les conditions d'une **refondation d'un nouveau modèle de société** ? Le défi de demain ? Soit inventer ensemble ce **franchissement de seuil** qui nous ferait sortir de la société « de » marché, dans lequel nous a enfermé la logique du capitalisme de marché par une expansion sans limite ? Nous en mesurons les dangers d'implosion -explosion maintenant qu'il s'est muté en capitalisme financier.

Devons-nous réinventer une société « avec » marché , avec l'effet papillon du revenu de base couplé aux initiatives citoyennes de transition ?

L'inspiration la plus forte ne pourrait-elle pas venir d'une relecture commune des visions d'Aristote, de Platon ( l'école d'Athènes) et de Socrate , non seulement pour revivifier nos pratiques de la démocratie, mais pour réinventer le rôle de la monnaie comme un moyen et non une fin?

« Changer d'ère » pour reconsidérer le développement humain en adéquation avec les enjeux de la crise écologique qui nécessite plus d'inventer de nouveaux modes de vie que celui d'imaginer des filières de croissance colorées en vert ?

L'instauration d'un revenu de base pour les pays méditerranéens répondrait à ce défi d'avoir un revenu pour travailler à ces économies circulaires ouvertes sur l'extérieur à mettre en place, plutôt que d'avoir un travail (souvent ailleurs par l'exil )pour avoir un revenu !

« Changer d'ère » aussi pour rentrer dans l'ère de l'information en dépassant celui de la matière et de l'énergie.

L'apport d'Aristote est de considérer deux types de richesse :

- celle qui permet l'accroissement du bien être de soi même et de ses proches
- celle dont la finalité est le profit

Sans renier ce deuxième type de richesse, Aristote pensait que lorsque qu'il y aurait basculement sur ce deuxième type de richesse motivé par le seul profit , « il n'y aurait plus de limite au pouvoir et à l'accaparement »

Gandhi dira la même chose quand il a dit « il y a assez de richesse pour satisfaire les besoins des hommes, mais pas assez pour satisfaire leur cupidité »

et Karl Polanyi dans la grande Transformation , dira que la définition de la richesse par Aristote était les propos les plus prophétiques qu'il avait lu dans toutes les sciences sociales !

Un autre apport d'Aristote était de distinguer

- **l'économie** (oikos nomia : les règles de gestion de la maison) incluant le sens des limites , c'est à dire la capacité à déceler ( en bon père de famille ) quand le « plus » cesse de constituer le critère du « mieux » , comme nous l'envisageons dans les initiatives de transition reliant l'agro écologie, l'écobâtir, les énergies renouvelables, les services de proximité comme la santé et l'éducation.
- **La chrématistique** tournée vers l'échange monétaire , au sein de la quelle il distingue :
  - la chrématistique nécessaire au cycle « marchandise -argent-marchandise »
  - et la chrématistique proprement dite où l'argent devient lui même productif et détourné de sa fin qui était de faciliter l'échange. Soit le cycle « argent -marchandise'-argent » ou « argent-argent ». L'argent fils d'argent reçoit le nom de « rejeton » en grec, et pour Aristote de tous les moyens de s'enrichir , « c'est le plus contraire à la nature »

Mais pour Aristote l'argent ne fait pas de petit, « le gain qu'il peut permettre aux créanciers de réaliser ne vient pas de lui-même, mais du travail de l'emprunteur ».

Pour Aristote « des richesses comme la maison, la terre peuvent donner lieu à une rémunération parce qu'ils se distinguent de l'objet, à l'inverse des richesses dont l'usage ne saurait consister qu'en leur consommation »...

Dans ce second cas, « l'usage de la chose ne peut être vendu indépendamment de celui-ci, pas plus qu'on ne doit faire payer l'usage du vin indépendamment du vin lui-même, on ne doit faire payer l'usage de l'argent en plus de l'argent lui-même »

Une image peut faire le lien entre la pensée d'Aristote et le réinvestissement sur les territoires de nos initiatives citoyennes

## **le regard complémentaire d'Aristote (reconstruire la maison économie ) et de Platon (l'inversion des représentations) pour comprendre la métamorphose.**

### **La maison à un étage (oikos nomos)**

**1- le rez de chaussée** serait les échanges non monétaires qui répondent de l'anthropologie du don et de la réciprocité : « le lien aussi important que le bien » et le « donner pour mettre l'autre en capacité de donner à son tour ». Ce sont les échanges au sein d'une famille , prolongés par le cercle des amis ou des membres d'un système d'échange local .

**2-le premier étage** serait celui des échanges monétaires nécessaire à l'accroissement du bien être et de la qualité de vie sur le territoire. Soit ce que Aristote définit être l'économie et pour nous l'économie circulaire ouverte reliant l'agroécologie, l'écobâtir, les énergies renouvelables , les services de proximité de santé , d'éducation, de culture et de loisirs ; Une monnaie complémentaire et une coopérative d'activité avec des revenus de base , peut l'animer .

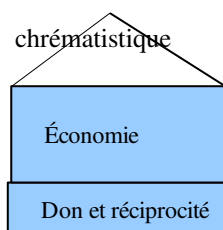
**3- le grenier** où dans l'économie actuelle se trouve 95% de la monnaie , mais qui selon Aristote ne devrait pas dépasser plus de 10% de la quantité de monnaie circulant au premier étage. La différence serait ce que Aristote appelait des « **rejetons** » , résultat incestueux de l'argent qui engendre de l'argent sans passer par de la marchandise !

Et là nous sortons des lois dites naturelles de l'offre et de la demande en économie, pour rentrer dans les sphères irrationnelles des paris sur la rareté et des anticipations !

Ce que le philosophe Homère avait prophétisé il y a vingt siècles, devient réalité :

*« un jour viendront des demi dieux manipulateurs de signes et de symboles au delà des nuages qui se feront la guerre, pendant que les hommes survivront dans l'humus »*

Grand débat du futur sur le rôle de la monnaie pour inventer un grenier et un toit qui protège et ne s'effondre pas sur l'économie réelle !





## La vision complémentaire de Platon : les représentations du réel

Si Aristote est appelé le potier par son attachement à l'observation de la matière et des formes à laquelle ne préexiste aucun monde des idées, en échange pour Platon la vérité profonde est située au delà du monde des sens . Par son mythe de la caverne, il nous permet une autre image que celui de la maison d'Aristote. .

Celle des représentation du réel qui changent pour les hommes quand, attirés par la lumière, ils sortent de la caverne où ils sont prisonniers ! Car la vérité se trouve pour Platon dans un au delà du réel , dans le monde immuable et éternel.

Ainsi René Passet dans « l'économique et le vivant » (1980) nous explique **l'inversion de nos représentations du réel pour passer d'une « société de marché » à une société « avec marché »**. La métamorphose peut se représenter ainsi par trois sphères emboîtées l'une dans l'autre comme trois poupées russes.

Dans le capitalisme de marché (figure 1) , la sphère de l'économie hégémonique de marché englobe la société, laquelle englobe la nature réduite au coût qu'elle représente pour sa transformation en marchandise, (car jugée inépuisable et abondante , elle est considérée ne pas avoir de prix ! )

Le saut qualitatif serait alors de remettre la sphère de l'économie à sa juste place.

Soit (figure 2) de la considérer comme sous ensemble de la Société , laquelle est un sous ensemble de la Biosphère et de la nature.

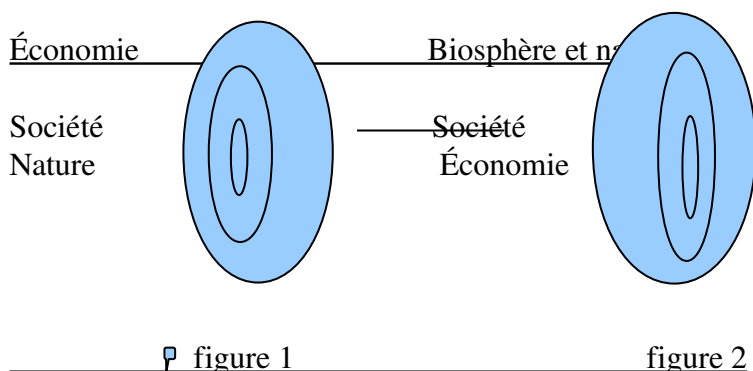


figure 1

figure 2

Dans cette représentation de la place de l'économie au sein de la société , quand une sphère croit , une autre décroît !

On est loin de la représentation perverse en trois anneaux du développement durable : économique, social, environnemental, qui domine tous les rapports officiels. Ainsi si chacun de ces trois anneaux peut croître indépendamment des deux autres , le « développement durable » peut dans ce cas être interprété comme « le développement confondu à la croissance qui dure » !

Il ne remet pas en cause la trajectoire du vaisseau spatial Terre, comme le dit Edgar Morin dans son dernier livre « la Voie , pour l'avenir de l'humanité » :

un vaisseau animé par quatre moteurs incontrôlés : la science, la technique, l'économie, le profit, chacun étant alimenté par la soif de connaissance (science), la soif de puissance(technique), la soif de possession, la soif de richesses, l'obligation de croissance exponentielle de la masse monétaire.

## Conclusion

« Il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue »

Victor Hugo

En Mars 2011, 2500 personnes ont en France signé sur le net l'appel pour le revenu de vie, proposé par un collectif de citoyen indépendant de tout parti politique ou groupe d'opinion.

[Http://appelpourlerevenuebase.org](http://appelpourlerevenuebase.org)

### **Une sensibilité nouvelle au sein de la société civile à l'écart de la binarité droite gauche mise en scène par les médias**

Quand le gouvernement des USA a demandé au sociologue Paul H.Ray de comprendre les ressorts profonds des votes républicains et démocrates, il ne s'attendait pas aux résultats de cette approche quantitative du qualitatif . En effet sur 100 000 personnes interrogées en entretien non directif, se détachait à la surprise des enquêteurs, une nouveau groupe sociologique inclassable dans le clivage binaire qui font des élections une mise en scène médiatique entre deux clans opposés.

Ces sensibilités nouvelles , ni traditionalistes, ni modernistes, Paul H.Ray les nomma, faute de mieux, « **les créatifs culturels** ».

Une distance des institutions, une implication forte dans des initiatives locales à finalités sociales , culturelles, écologiques, une propension à rééquilibrer les logiques de l'avoir par des logiques de l'être (sobriété volontaire et joyeuse), une sensibilité aux valeurs féminines par opposition aux valeurs masculines de maîtrise et de conquête, un rapprochement de la nature ....les caractérisent. Un autre esprit du temps serait-il en gestation ? Dans son livre « The Cultural Creatives, How 50 million People are changing the World » publié en l'an 2000, Paul H.Ray estime que ce groupe inclassable représente 25% de la population américaine, mais que ses composantes se vivant « marginales » « atypiques » déclarent ne représenter que de 2 à 4% de la population!

Le livre du même nom publié aux Edition Yves Michel, reprenant des enquêtes analogues en Europe estime ces « créatifs culturels » en quête d'espace et de présent vécu, éprouvé, expérimenté, à l'inverse de la société de la puissance, du hors sol et du spectacle que Karl Marx qualifiait de « Prométhée déchainée », à **17% de la population.**

Comme aux USA le clivage droite /gauche qui cristallise nos mises en scène médiatiques des campagnes électorales, aurait-il perdu de sa pertinence ?

Mais alors au profit de quoi ?

### **Le discours dominant de la classe politique s'est mise à la remorque de l'économie.**

« la marche du monde a cessé d'être pensée par la classe politique » dit l'économiste Jean Luc Gréau , Pour Edgar Morin « Elle se satisfait des rapports d'experts , des statistiques et des sondages . Elle n'a plus de pensée ; Elle ignore les sciences humaines et les travaux de prospective; Elle croit résoudre les problèmes politiques et humains par la compétition, la dérégulation, la croissance du PIB, la rigueur, c'est à dire les sacrifices imposés au peuple ».

Mais s'ouvrerait -il un nouveau chemin d'évolution de société que les observateurs officiels n'arrivent pas à voir avec leur paire de lunettes ? Ce nouveau chemin, tâtonnant, hésitant, divers dans ses sensibilités, avançant comme la vie par jeu d'essais et d'erreurs, serait-il le chemin de la métamorphose ? Les 17% de créatifs culturels en seraient-ils les forces motrices comme « les 33% des français qui pensent qu'il faut abandonner le capitalisme de marché et les 52% qu'il faut fortement le réformer - enquête IFOP février 2011?

Les grands thèmes qui se répètent d'une élection à l'autre comme « il faut que des riches soient encore plus riches pour que des pauvres soient moins pauvres », « le retour au plein emploi par la croissance (volée à nos voisins ?) et par la fuite en avant technologique » (par exemple le nucléaire, les nanotechnologies, les OGM...) ont perdu de leur pouvoir de conviction-sédution tant l'histoire de ces trente dernières années, nous montre par les faits de tous les jours que la solution que nous avons appelé le développement (croissance) est maintenant devenu le problème !

Il en est de même pour nos systèmes techniques de plus en plus puissant et donc fragile que « nous voulons posséder mais qui en retour nous possèdent » .comme le démontre par exemple l'actualité sur le nucléaire ..

Alors comment explorer une « autre Voie ...pour l'avenir de l'humanité » comme le titre le dernier livre d'Edgar Morin (edt Fayard) en réponse à une crise de civilisation ? Un système alternatif de production d'une richesse revisitée par une autre manière de vivre ensemble ?

Ce court essais ne prétend pas y répondre tant la tâche est immense !

Mais dans le fracas des arbres qui tombent, cet essais veut simplement suggérer d'amplifier le murmure de la forêt qui pousse autrement et pourquoi pas en commun avec les nouveaux pays démocratiques du sud de la méditerranée ?

C'est ce que propose **la métamorphose du travail**, qui m'a convaincu d'abord par l'enthousiasme qu'avait suscité notre expérimentation réussie du temps choisi (voir livre aux éditions Charles Mayer préfacé par Albert jacquard) , et qui prend un nouveau souffle par la proposition de nos amis allemands sur **le revenu de base et son financement**.

C'est ce que proposent **les initiatives citoyennes des territoires en transition** que nos amis anglais mettent en œuvre avec d'autres méthodes que ceux que nous mettons en œuvre habituellement, tant nous les français, nous aimons les cultures de procédure plutôt que les cultures de processus, tant nous préférons les programmes « pour les autres » plutôt que les programmes co-construits avec eux.

Et si **le revenu de base à débattre encore dans sa forme et son contenu**, associé aux initiatives ou joies d'apprendre d'être avec et par les autres de la transition déjà là, mais que nous ne savons pas voir, était le nouveau chemin ouvert de la métamorphose tant individuelle que collective sur chacun de nos territoires ?

Nous tenterions ainsi d'échapper aux deux autres scénarios répétitifs ( de violence émotionnelle , dit Ameisen) que dans le passé nous avons toujours mis en oeuvre pour sortir d'une crise d'accumulation que nous avons assimilé dans notre mémoire de société gouverné par l'argent à un « traumatisme d'enfermement ».

Soit un scénario alternatif à **la dépression** décrite par Karl Marx **qui précède historiquement la guerre pour les uns** ( dans la souffrance on connaît les logiques de recherche de « victimes émissaires » qui se mettent en place (par exemple les juifs en 1930), toutes les binarités (riches/pauvres; salariés/chômeurs; jeunes/vieux; autochtones/étrangers ou migrants...) deviennent « tensions » mutant ces différences en repli, peur de l'autre ou de l'altérité;

Alors la prophétie d'Alexis de Toqueville (1838) se met en oeuvre : « un peuple qui ne demande plus à ses dirigeants que de l'ordre et de la sécurité est déjà malade dans son coeur, et tous les hommes providentiels qui vont l'enchaîner peuvent advenir ! » . Il est alors facile pour les hommes providentiels d'attiser les tensions- souffrances internes (comme des pompiers pyromanes ?) pour les détourner vers un « ennemi extérieur » en préparant légitimant la guerre et rétablir ainsi l'unité ! A quel prix ! pour retrouver par la destruction, les nouveaux chemins de la croissance !

**Soit un scénario alternatif à la Révolution du grand soir** ( et aux matins blêmes ?) pour les autres, même si les conditions de précarité et de révoltes sont bien présentes pour un tel scénario ? Rappelons-nous comment les pénuries alimentaires par spéculation (déjà!) sur le stockage des récoltes de céréales commandées par Louis XIV et Louis XV avaient préparé la colère du peuple ! Dans ces deux scénarios qui convoquent le mot « changement », il n'est pas toujours facile de faire la part entre le « ça ne peut plus durer » animé parce que notre obsession d'accumuler est remis en cause pour les uns ou parce que « trop d'inégalité rend impossible le plaisir en mouvement d'apprentissage et réapprentissage d'un vivre ensemble (fraternité) pour les autres ? Mais dans les deux cas la violence est au rendez-vous.

La troisième voie « improbable , mais possible » que Edgar Morin propose d'explorer est-elle un nouveau défi historique qu'une partie de la société civile en avance sur les grands acteurs du Marché et de l'Etat explore déjà ? Notre République, après avoir inventé la laïcité pour échapper au Totalitarisme religieux du Moyen Age, aurait-elle besoin de la société civile pour explorer cette troisième voie, comme une nouvelle laïcité, pour échapper au Totalitarisme d'Etat et au Totalitarisme des marchés financiers ?

La voie de la métamorphose serait-elle pour chacun l'opportunité de faire de sa vie une œuvre en y intégrant la vie des autres en réponse à l'échec de la société du tout marchandise et du tout marché? Ce serait l'effet papillon du revenu de base.

La voie de la métamorphose serait-elle pour tous de répondre simultanément à la crise écologique et à la crise sociale en réinventant nos territoires d'appartenance?

Et pour lui donner un sens politique, pourquoi ne pas lui donner la visibilité d'un nouveau contrat social inversant, comme exprimé dans notre introduction, l'ordre de nos trois valeurs républicaines en **Responsabilité, Solidarité, Dignité** ?

Le rendez-vous de 2012 d'élection présidentiel en France au delà du clivage traditionnel droite gauche, n'échappe pas à ces deux choix de société :

#### **Croissance pour la croissance ou Métamorphose ?**

Si nous l'occultons, nous risquons le silence par l'abstention ou le vote de dépit d'une part importante de citoyens qui ne se reconnaîtront pas dans la seule perspective historique qui nous est proposée : celle de réduire le vivre ensemble à la seule optimisation de la société de marché ! Il existe des silences parfois plus assourdissants que le bruit de certaines bottes, disent ceux qui sont au contact direct avec la souffrance vécue par ceux que la société en les culpabilisant, ne cesse d'exclure. Ce serait nous éloigner de la démocratie .

## ANNEXE 1 :

Votez pour l'appel pour un revenu de vie  
<http://appelpourlerevenudevie.org/>

Quand le revenu de base rend davantage possible la mise en oeuvre  
**des articles 22 à 27 de la Déclaration universelle (1948) des Droits de l'Homme et du Citoyen** pour  
la dignité

### **Extrait de la déclaration des Droit de l'Homme et du Citoyen**

#### **Article 22**

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

#### **Article 23**

Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'a sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

#### **Article 24**

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

#### **Article 25**

Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans d'autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciale. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

#### **Article 26**

Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leurs mérites.

L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes radicaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

#### **Article 27**

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

## ANEXE II :

Quand la pensée de notre prix Nobel d'économie Maurice Allais met à défaut les présupposés culturels qui font du libre échange sans mesure le moteur de la croissance pour la croissance et du Progrès Prométhéen dans lequel s'inscrit l'essentiel des débats politiques pour empêcher la Métamorphose.

Ci-joint l'interview de notre prix Nobel Maurice Allais qui nous a quitté :

**Monsieur Maurice Allais, vous êtes rangé parmi les économistes libéraux. Vous vous réclamez je pense de ce courant. Votre nom est régulièrement associé – à tort ou à raison – à ceux de Friedrich Hayek ou de Milton Friedman. Et pourtant, depuis une quinzaine d'années maintenant, vous menez – je vous cite – « le combat passionné d'un homme de science contre la mondialisation »...**

**Maurice Allais :** L'idéologie que j'appelle « libre-échangiste mondialiste » a déjà fait d'innombrables victimes dans le monde entier. Pour une raison simple, empiriquement vérifiée : la mondialisation généralisée des échanges, entre des pays caractérisés par des niveaux de salaires très différents, entraîne finalement partout, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés, chômage, réduction de la croissance, inégalités, misères de toutes sortes. Or, cette mondialisation n'est ni inévitable, ni nécessaire, ni souhaitable.

**D'où vous vient cette conviction ?**

**Maurice Allais :** Cette certitude naît d'une simple observation, ce que je nomme « la cassure de 1974 ».

Sur la période 1974-1997, le taux de chômage au sens du BIT est passé de 2,84 % à 12,45 %, soit un accroissement de 1 à 4,4. De même, le taux de sous-emploi est passé de 3,39 % à 23,6 %, soit un accroissement de 1 à 7. Or, à partir de graphiques, d'analyses statistiques, on doit relier cette crise de l'emploi à un changement brutal intervenu en 1974.

Entre 1955 à 1974, les effectifs dans l'industrie s'étaient accrus d'environ un million, soit 50 000 par an – avec un pourcentage d'emplois industriels dans la population active qui restait constant et stable, aux alentours de 28 %. Entre 1974 et 1993, en revanche, ces effectifs ont décliné d'environ 1 700 000, soit 90 000 par an – et le taux d'emplois industriels a fortement diminué, de 28 % à 17 %.

**Vous parlez de l'industrie. Mais on est passé, désormais, à une « économie de services »...**

**Maurice Allais :** Qui envisagerait comme un objectif raisonnable pour la France une destruction progressive de son industrie, même compensée par un développement massif des activités du commerce et du tourisme ? Quand on examine l'histoire des civilisations, aucune d'entre elles n'a pu exister ou survivre que dans la mesure où elle s'appuyait sur une industrie.

**Mais quel lien faites-vous entre cette cassure, cette casse de l'industrie et la mondialisation ?**

**Maurice Allais :** Certains prétendent expliquer la cassure de 1974 par le choc pétrolier, ou par les

incidences des Accords de Grenelle en mai 1968, ou par le remplacement du SMIG par le SMIC. Mais en fait, une seule cause peut et doit être considérée comme le facteur majeur et déterminant des différences constatées entre avant 1974 et après 1974 : **la libéralisation des échanges extérieurs par l'Organisation de Bruxelles.**

Dans un tel contexte, plus les minima de salaires sont élevés, et plus les importations en provenance des pays à bas salaires sont favorisées. Or, ces pays représentent aujourd'hui des milliards d'hommes. Leur compétition dans un monde de libre-échange ne peut qu'entraîner, inexorablement, dans les pays développés, un nivellement des salaires vers le bas et une explosion du sous-emploi. Cette opinion relève du sens commun, et elle apparaîtra aux lecteurs comme une banalité. Mais il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Et tel semble bien, aujourd'hui, le comportement des dirigeants – politiques, économiques, médiatiques : ils ne veulent ni voir ni entendre.

**Que des secteurs industriels, hier la sidérurgie, le textile, la plasturgie, aujourd'hui la métallurgie, la chimie, disparaissent à cause des pays à bas coût de main d'œuvre, soit. Mais dans le même temps, on exporte davantage aussi...**

**Maurice Allais :** Naturellement ces importations sont compensées en valeur par des exportations. Mais globalement, des emplois sont détruits à cause de la structure très différente des importations et des exportations : dans les produits qu'on importe se trouve beaucoup de travail peu qualifié, tandis que dans les produits qu'on exporte se trouve peu de travail très qualifié. La balance commerciale est indépendante de la balance sociale.

**Vous dites : « Plus les minima de salaires sont élevés, et plus les importations en provenance des pays à bas salaires sont favorisées ». Pour conserver des emplois peu qualifiés, il faudrait, alors, diminuer le coût du travail ?**

**Maurice Allais :** On nous le répète. On nous dit par exemple que tout est très simple : si l'on veut supprimer le chômage, il suffit d'abaisser les salaires. Mais personne ne nous dit quelle devrait être l'ampleur de cette baisse, ni si elle serait effectivement réalisable sans mettre en cause la paix sociale. Que depuis tant d'années de grandes organisations internationales comme l'OCDE, l'OMC, le FMI, ou la Banque Mondiale puissent préconiser une telle solution est tout simplement atterrant. On aperçoit alors l'impasse. La mondialisation des échanges mène soit à un chômage accru s'il y a rigidité des salaires, soit à une inégalité accrue s'il y a flexibilité des salaires.

**Cette mondialisation, en même temps, elle profite à tous. Il suffit de remplir son chariot au supermarché...**

**Maurice Allais :** C'est vrai. Les partisans du libre-échange soulignent que grâce aux délocalisations et aux importations en provenance des pays à bas salaires, jamais les prix dans les hypermarchés n'ont été aussi bas. Mais c'est oublier que les consommateurs ne sont pas seulement des acheteurs. Ils sont également des producteurs qui gagnent leur vie et qui paient des impôts.

En tant que consommateurs, ils peuvent acheter des produits meilleur marché. Mais pour ces consommateurs, la contrepartie réelle de ces importations à bas prix est finalement la perte de leur emploi ou la baisse de leurs salaires, et des impôts accrus pour couvrir le coût social du chômage et de la politique de l'emploi.

C'est également oublier que les consommateurs sont aussi des citoyens habitant dans les

agglomérations urbaines, et qu'au fur et à mesure que le chômage et la pauvreté générés par la mondialisation augmentent, l'insécurité et l'instabilité des banlieues s'accroissent.

On voit alors que les effets de cette idéologie libre-échangiste, aussi funeste qu'erronée, ne se bornent pas au développement massif du sous-emploi. Ils se sont traduits également par un accroissement des inégalités, par une destruction progressive du tissu industriel français, par un déséquilibre de toute la société.

Cette invocation du « consommateur », de son bénéfice supposé, sert à masquer d'autres intérêts. Car les groupes dirigeants de l'économie sont devenus de plus en plus riches alors que les pauvres sont devenus de plus en plus pauvres.

**Comment expliquer, alors, que cette « idéologie libre-échangiste erronée » domine tant ? Que rares soient les intellectuels, et encore plus rares les économistes, à la dénoncer ?**

**Maurice Allais :** Une citation de Wells pourrait suffire : « *Cette coutume qu'ont les hommes de se refuser à émettre des jugements critiques sur les points fondamentaux est un des plus grands dangers qui menacent, d'une façon générale, les facultés humaines de compréhension.* »

Toute la Construction européenne et tous les traités relatifs à l'économie internationale (l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, etc.) ont été viciés à leur base par une proposition enseignée et admise sans discussion dans toutes les universités américaines - et à leur suite dans toutes les universités du monde entier :

« *Le fonctionnement libre et spontané des marchés conduit à une allocation optimale des ressources.* »

C'est là l'origine et le fondement de toute la doctrine libre-échangiste. Son application aveugle et sans réserve à l'échelle mondiale n'a fait qu'engendrer partout désordres et misères.

On pourrait conclure avec une autre citation, de Keynes cette fois : « *Les idées exprimées ici sont extrêmement simples et devraient être évidentes. La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous.* »

**Mais à quelles « idées nouvelles », par exemple, vous songez ?**

**Maurice Allais :** Au protectionnisme, qui n'est pas une idée ancienne mais neuve.

**Le protectionnisme est généralement associé à l'isolationnisme, au nationalisme, à l'autarcie...**

**Maurice Allais :** D'abord, une libéralisation totale des échanges et des mouvements de capitaux ne me paraît possible, souhaitable, que dans le cadre d'ensembles régionaux groupant des pays au développement économique et social comparable.

Ensuite, pour toute organisation régionale – et je pense bien sûr ici à l'Europe –, le choix n'est pas entre l'absence de toute protection et un protectionnisme isolant totalement l'économie de l'extérieur. Il est dans la recherche d'un système qui permette de bénéficier d'une concurrence effective et des avantages de nombreux échanges avec l'extérieur, mais qui protège également l'économie communautaire contre tous les désordres et les dysfonctionnements qui caractérisent chaque jour l'économie mondiale.



## **Concrètement, comment vous imaginez cela ?**

**Maurice Allais :** Un objectif raisonnable serait que par des mesures appropriées et pour chaque produit ou groupe de produits un pourcentage minimal de la consommation communautaire soit assuré par la production communautaire. La valeur moyenne de ce pourcentage pourrait être de 80 %. C'est là, au regard de la situation actuelle, une disposition fondamentalement libérale.

## **On vous traitera d'utopiste, ou de fou, tellement vous allez a contrario du fonctionnement des institutions internationales !**

**Maurice Allais :** Tôt ou tard, les faits finiront par l'emporter, mais probablement dans les plus mauvaises conditions. Plus on attendra, et plus les obstacles seront difficiles à surmonter. Il faut, de toute nécessité, remettre en cause les politiques mises en œuvre par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Et il est nécessaire de réviser les traités fondateurs de l'Union Européenne tout particulièrement quant à l'instauration d'une préférence communautaire. La politique commerciale de Bruxelles a peu à peu dérivé vers une politique mondialiste libre-échangiste, contradictoire avec l'idée même de la constitution d'une véritable Communauté Européenne. Cette hâte pour réaliser une Europe mal définie, sans institutions appropriées, sans objectifs précis, est fondamentalement malsaine. Elle ne peut que mener à des situations économiquement et politiquement intenable.

Hayek lui-même l'énonçait, au sortir de la seconde guerre mondiale : *« Rien n'a sans doute tant nui à la cause libérale que l'insistance butée de certains libéraux sur certains principes massifs, comme avant tout la règle du laissez-faire. »*

**Vous dénoncez le « libre-échangisme », ou le « mondialisme », et votre recours au « -isme » signale une idéologie, à la fois forgée par des intellectuels et qui devient réalité grâce à une volonté politique. En général, on parle plutôt de « mondialisation », et ça apparaît alors comme une fatalité. Comme la loi de la gravité, ou comme la pluie, on ne peut pas lutter contre « la mondialisation »...**

**Maurice Allais :** L'histoire n'est pas écrite, et je ne vois dans ce processus aucune fatalité. C'est en fait de l'évolution des opinions publiques, c'est du poids relatif des forces politiques, que dépendent les changements de politique réalistes qui nous sauveront du désastre et détermineront notre avenir. Et si j'insiste sur le « -isme », c'est que je dresse un parallèle. Les perversions du socialisme ont entraîné l'effondrement des sociétés de l'Est. Mais les perversions laissez-fairistes mènent à l'effondrement des sociétés occidentales.

En réalité, l'économie mondialiste qu'on nous présente comme une panacée ne connaît qu'un seul critère, « l'argent ». Elle n'a qu'un seul culte, « l'argent ». Dépourvue de toute considération éthique, elle ne peut que se détruire elle-même.

### **Encadré : La fabrication de cet entretien**

Maurice Allais ne donne pas d'entretien aux journalistes. Pour ne pas perdre de temps avec des Monsieur Jourdain qui font du « mondialisme » sans le savoir. Donc, quand j'ai envoyé un courriel à son secrétariat, quand je l'ai appelé chez lui, il a refusé. Ou alors, il fallait procéder autrement. Indirectement :

Primo, que je lise ses livres (j'avais commencé). Secundo, que je rédige mes questions, mais aussi ses réponses : en recopiant des passages de ses ouvrages. Tertio, que je lui adresse le texte et qu'il valide ou non. Ça réclamait plus de boulot que de tenir un micro...

Je me suis attelé à la tâche et des semaines plus tard il a validé. Il en était même très content, je crois. Je craignais qu'il

chipote sur la moindre virgule, que le texte fasse cent allers-retours, qu'il se montre scientifiquement sourcilleux. Mais non. Au contraire. Du premier coup. Maurice Allais m'a appelé, ravi, enchanté, jamais on a respecté ainsi ses idées, etc. Il va envoyer le fichier à tous ses amis. Il m'a donné son quitus pour une publication. Mais où ? C'est ainsi que le seul entretien avec le seul prix Nobel d'économie français a terminé dans Fakir : voilà qui en dit long sur la censure dans le débat économique. Le libre-échange est élevé au rang de dogme, intouchable. Un symbole de la fermeture idéologique de médias qui, bien sûr, ne font pas d'idéologie...

Les propos cités dans l'entretien sont donc, pour l'essentiel, extraits de deux livres :

*La Mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance* (éd. Clément Juglar, 2007).

*L'Europe en crise. Que faire ?* (éd. Clément Juglar, 2005).

Bibliographie complémentaires

La Voie : pour l'avenir de l'humanité – Edgar Morin – Édition Fayard janvier 2011

à lire absolument

et forum débat Site sur le net : Basic Income ...comme le guide méthodologique des villes en transition. .

Couv de couverture possible:

Revenu de base, revenu de vie ou revenu d'existence, la première vision positive du XXI<sup>e</sup> siècle ? Qui prolonge et rend possible les articles 22 à 27 de la Déclaration Universel des droits de l'homme (Paris 1948) dont le co rédacteur et grand résistant Stéphane Hessel dans « Indignez vous ! » nous rappelle la portée ?

Et vous, quel travail feriez-vous si votre revenu était assuré ? Qui va payer ? Qui va continuer à travailler ? *un droit civil, le revenu de base ?* Est-ce que ça peut marcher ?

Un sujet détonant qui pose des questions cruciales sur la Métamorphose du travail pour être avec les autres par les autres, sur nos initiatives citoyennes pour une transition vers l'après pétrole et nucléaire, sur l'invention d'économies circulaires plus localisées avec des monnaies complémentaires qui incluent plus qu'elles excluent ?

Francois Plassard

ingénieur en agriculture et docteur en économie (Paris Sorbonne). A été successivement sur trente ans , agent de développement territorial, créateur d'entreprise et chargé de mission au ministère de la recherche sur les nouvelles technologies; Actuellement il se consacre à la démarche des Eco-hameaux qui lui a valu le prix CIME 2003 sur le thème du développement durable . Sa vie citoyenne est riche d'innovations qui vont des jardins de Cocagne, aux Sel(systèmes d'échanges locaux), à sa pratique d'ancien instructeur de haute montagne. Mais c'est d'avoir initié et vécu l'université citoyenne du temps choisi de 1992 à 1996 , première expérimentation réussie en Rhône Alpes puis en Italie d'un « demi revenu de base » partage du travail pour le transformer en oeuvre, qui a donné lieu à un projet de loi en l' An 2000, qui rend son regard d'agro-économiste pertinent sur une alternative à la société de marché mondialisée;

Auteur de :

**Crise écologique ou crise sociale ?** Vivre ensemble autrement -préface de Albert Jacquard- leseditionsovadia.com (2009)

**Pour une logique de la Métamorphose ?** En sortir avec le Titanic – préface Patrick Jimena- leseditionsovadia.com  
**La vie rurale , un enjeu écologique et de société ?** (pour les agricultures paysannes) Edition yves Michel (2006)  
**Le temps choisi , un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement** – préface Albert Jacquard- Edition Charles Mayer- fondation pour le Progrès de l'homme.